

Conseil général du

02.07.2007

RAPPORT

NO 29

DU CONSEIL COMMUNAL

a) Discuter et approuver un crédit de CHF 37'200.- destiné aux honoraires d'architecte pour la préparation de la mise au concours concernant la construction d'une nouvelle halle de gymnastique aux Bois.

b) Discuter et approuver un crédit de CHF 17'350.- destiné aux honoraires d'architecte pour l'étude de l'assainissement de l'ancien bâtiment.

Suite à la demande du Conseil général dans sa séance du 18 décembre 2006, concernant la réalisation pour le 30 juin 2007 d'un avant-projet chiffré, la commission de la halle a cherché un architecte-conseil qui accepte d'étudier le coût probable pour la construction d'une nouvelle halle de gymnastique, cela en sachant qu'il ne pourra en aucun cas participer en tant que candidat au mandat d'architecte pour l'exécution des travaux.

C'est le bureau d'architecture Axe Architecture S.A., représenté par M. Boris Evard qui a accepté ce mandat. Après avoir pris connaissance de nos attentes, M. Evard nous a présenté une estimation qui vous est soumise en annexe.

1. La commission demande au Conseil général d'accepter le crédit pour la préparation de la mise au concours, soit, la somme de CHF 37'200.-.

2. La commission demande au Conseil général d'accepter le crédit d'étude d'assainissement de l'ancien bâtiment estimé à CHF 17'346.-.

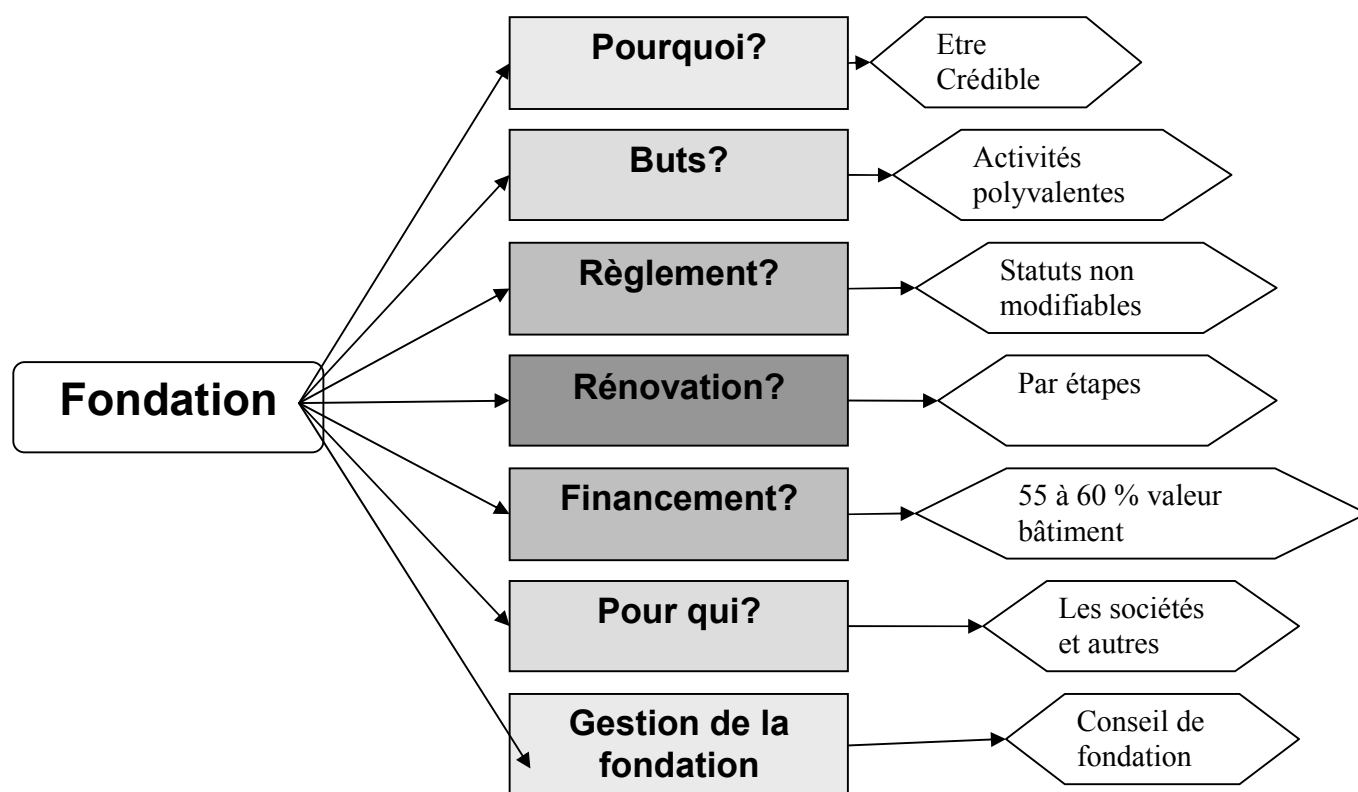
Cette étude comprend :

- l'assainissement de l'enveloppe du bâtiment (façades, fenêtres & toiture)
- les problèmes en relation avec l'amiante dans le bâtiment
- le remplacement éventuel des appareils sanitaires
- les traitements de surface
- les travaux en relation avec la suppression des barrières architecturales

3. La commission demande au Conseil général d'accepter que la ou qu'une commission traite les points suivants :

1. Conseil de fondation
2. Financement
3. Affectation précise de ce bâtiment

Ce rapport traite les points suivants :



Suite à la séance du Conseil général du 18 décembre 2006, la commission de la halle a débuté l'étude d'une **fondation** pour l'exploitation de la salle polyvalente actuelle. Les points ci-dessus ont été discutés, ainsi que le financement d'une éventuelle étude d'assainissement et réaffectation de ce bâtiment.

Pourquoi

- **Une association** a des droits et des devoirs. Cette variante est idéale pour des activités n'impliquant pas de grosses sommes d'argent et un patrimoine immobilier important. De plus les modifications des statuts sont soumises au vote de l'assemblée générale, d'où facilité de modification.
- **Une fondation** est sans aucun doute plus adaptée pour la gestion d'un bâtiment destiné à des buts culturels et autres, **c'est le but de renforcer sa crédibilité**. D'autre part la modification des statuts, dans le but de protéger le bâtiment ainsi que l'utilisation de celui-ci, doit se faire devant notaire, être approuvée par un organe de contrôle et annoncée au registre du commerce.

Buts

- **Les buts** ne sont pas modifiables dans le cadre d'une fondation, ce qui implique une protection contre les abus. La collectivité publique doit mettre en place des organes de surveillance afin d'éviter tout abus. Cet organe de surveillance peut-être fédéral, cantonal ou communal. Cela veut dire que la commune a un contrôle sur l'utilisation de la salle, même si elle ne fait pas partie de la fondation.
- Dans notre cas **les buts** premiers seraient de mettre cette salle à disposition d'activités **culturelles, familiales, locales, d'expositions, de séminaires, etc.**

Règlement

- **Les statuts** sont étroitement liés aux buts, ils sont régis par les mêmes règles, donc non modifiables. De plus, les bases légales sont régies par le code civil suisse, art.80 à 89.

Rénovation

- La rénovation du bâtiment peut se faire par étape selon un plan d'assainissement qui permettrait de rénover le bâtiment à plus ou moins long terme. Ceci dans l'optique de ne pas investir des sommes colossales en une seule fois. Le **bénévolat** est nécessaire pour une fondation. Il est clair que certains travaux nécessiteront l'intervention d'artisans rémunérés.
- Le bureau d'architecture, AXE architecture nous a fait une offre pour une étude de projet : l'assainissement et réaffectation de la halle de gymnastique existante.
- Première phase: étude de l'assainissement CHF 17'346.-

Financement

- Un emprunt sur la valeur vénale du bâtiment est envisageable. L'emprunt peut se monter jusqu'à environ **55 à 60 %** de la valeur du bâtiment.
- Pour une demande de financement il faut :
 - Des statuts
 - Des responsables
 - Un calcul de rendement
 - Des garanties financières
- Le travail effectué par les bénévoles peut être pris en compte en tant que fonds propres. Les sociétés seront rémunérées partiellement par rapport au coût total du travail de rénovation afin de leur permettre de faire un apport de fonds propres.

Pour qui

- **La salle** sera mise à disposition des sociétés locales ainsi qu'à des groupes, associations, clubs etc., qui répondent aux conditions dictées par les statuts (activités culturelles, expositions, conférences, séminaires etc.) extérieures au village des Bois.
- La commission évalue en ce moment les besoins d'une salle culturelle pour la région.

Gestion de la fondation

- Une fondation repose en grande partie sur le dynamisme de son conseil.

Conclusions

Pour que cette salle soit rentable et qu'elle s'autofinance, les critères suivants sont primordiaux :

- Elle doit être attractive et esthétiquement agréable.
- Elle doit être fonctionnelle.
- Elle doit répondre aux besoins locaux et régionaux.

La création d'une fondation pour exploiter cette salle peut être très intéressante pour la population de la commune des Bois :

- La gestion de la salle et sa rentabilité deviendraient la responsabilité de la fondation.
- La commune pourrait être l'organe de contrôle de la fondation.
- L'implication de la commune dans le conseil de fondation faciliterait l'octroi de prêts et des intérêts préférentiels.

L'aspect Fondation nous montre qu'il y a plusieurs points qui nécessitent d'être approfondis, notamment le Comité de Direction, le Financement ainsi que l'affectation précise de ce bâtiment.

Rapport préliminaire

Le compte de l'exercice 2006 est le septième rendu par le caissier communal, M. Claude Gagnebin, nommé par le Conseil communal en date du 25 avril 2000 et entré en fonction le 13 juillet 2000.

Les comptes de l'exercice précédent ont été approuvés par le Conseil communal du 29 mai 2006 et par le Conseil général du 26 juin 2006. Ils ont été apurés par le Service des communes du Canton du Jura le 21 décembre 2006.

Une révision de caisse inopinée a été effectuée le 18 octobre 2006 par les vérificateurs des comptes et aucune remarque particulière n'a été signalée, si ce n'est une tenue exacte des comptes.

Budgets 2006

Le budget annuel, prévoyait une quotité communale et la perception des taxes conformément au tableau suivant :

a)	Impôt sur le revenu et la fortune			2,15
b)	Taxe immobilière (sur valeurs officielles)			1,2 ‰
c)	Taxe cadastrale (sur valeurs officielles) (7 ^{ème} tranche/12)			0,2 ‰
d)	Taxe d'exemption du Service du feu (sur impôt d'Etat : min. Fr. 20.-/max. Fr. 300.-)			4,0 ‰
e)	Taxe des chiens, par animal et par ménage	au village	Fr.	50.00
		dans les métairies (1 ^{er} chien)	Fr.	20.00
		(2 ^{ème} chien et plus)	Fr.	50.00
f)	Taxe des ordures	par habitant	Fr.	115.00
	Taxes spéciales pour fabriques, commerces, artisans, agriculteurs, colonies de vacances, logements de vacances, résidences secondaires, selon liste déposée au bureau communal.	par ménage, max. 4 taxes	Fr.	460.00
g)	Prix de l'eau pour abonnés ou non abonnés (TVA non comprise)	le m ³	Fr.	2.70
	Prix de l'eau pour les abonnés desservis par la STEP (TVA non comprise)	le m ³	Fr.	3.60
h)	Prix du terrain à bâtir	Rière le Village	le m ²	Fr. 70.00
		Au Jourez (bordure route)	le m ²	Fr. 60.00
		Au Jourez (centre)	le m ²	Fr. 75.00
i)	Prix de l'heure pour travaux	en cas d'activité principale et annexe	Fr.	20.00
j)	Jetons de présence, par séance	pour Conseil communal,	Fr.	30.00
		Conseil général et commissions communales	Fr.	15.00
k)	Vacations	tarif horaire	Fr.	20.00

	par demi-journée	Fr.	60.00
	par journée entière	Fr.	120.00
l)	Frais de déplacements	Fr.	0.65/km
m)	Intérêts moratoires sur les montants en extances	selon hypothèque en 1er rang de la BCJ	

Compte de fonctionnement

Le budget 2006, accepté par le Conseil général le 6 février 2006, prévoyait des charges pour Fr. 4'283'760.00 et des produits pour Fr. 4'145'050 soit un excédent de charges de Fr.138'710.

Au boucllement de l'exercice 2006, le compte de fonctionnement laisse apparaître un excédent de charges de Fr. 107'820.90.

Ce résultat est donc légèrement inférieur aux prévisions en raison du respect des postes du budget dans son ensemble.

L'excédent de charge aurait pu cependant être encore plus important, pour les raisons suivantes :

1. Les prévisions des recettes fiscales n'ont pas été atteintes. Sur l'ensemble des impôts ordinaires, il manque une somme d'environ Fr.115'000.00. Les impôts sur la fortune sont également inférieurs aux prévisions de même que les impôts pour les personnes morales.
2. Cette mauvaise surprise est néanmoins compensée partiellement par le rendement des impôts des années précédentes qui enregistrent un supplément de Fr. 50'000.00 par rapport aux prévisions du budget. De même, les impôts des frontaliers sont supérieurs de Fr. 62'000.00 au budget. Les impôts extraordinaires ont été conformes aux prévisions.

En 2006, notre commune a reçu une somme de Fr. 617'168.00 du canton, montant provenant de la contribution versée au canton sur la vente de l'or de la BNS. En application des directives du Service des communes, cet argent a été utilisé pour contenir l'endettement des investissements réalisés en 2006, particulièrement ceux qui concernaient la construction des STEPS du Cerneux-Godat et du Boéchet. Le Conseil communal a également procédé à des dépréciations extraordinaires du patrimoine administratif pour le même montant afin de ne pas influencer le résultat de l'exercice 2006 par cette recette.

Dépassements de crédits et crédits budgétaires complémentaires

Durant l'année 2006, les dépenses suivantes ont été votées :

No de compte	Libellé	Compétence	Type de dépense	Montant
200.310.00	Achat de machines Remplacement de l'ancienne fraiseuse	CC	Crédit complémentaire	Fr. 5'525.65
200.314.08	Entretien des bâtiments (Hangar) Travaux divers et conduite électrique	CC	Dépassement	Fr. 8'039.00
205.314.00	Eclairage public Génie civil électricité Bas du village	CC	Crédit complémentaire	Fr. 5'260.30
240.364.00	Syndicat d'amélioration foncière Afin de terminer au plus vite ses travaux, le syndicat a augmenté ses tranches.		Dépassement	Fr. 8'200.00
5100.301.00	Traitements		Dépassement	Fr. 3'013.00
5100.318.01	Transports scolaires Organisation d'un nouveau transport pour Saignelégier		Dépassement	Fr. 2'454.00
5100.352.00	Ecolages classe D Aucun cas n'existait au début de l'année	CC	Dépassement	Fr. 1'723.00
5110.314.00	Entretien bâtiment Remplacement de l'horloge Réparation des portiques de jeux	CC	Crédit complémentaire	Fr. 2'166.00 Fr. 2'545.00
590.351.01	Part aux traitements Répartition cantonale plus élevée selon décompte		Dépassement	Fr. 12'531.35
650.361.00	Répartition des charges OS Répartition cantonale plus élevée selon décompte		Dépassement	Fr. 15'855.00
820.331.00	Amortissement Solde patrimoine administratif système informatique		Dépassement	Fr. 4'815.30

1100.318.00	Ramassage des ordures Le tonnage des ordures a augmenté de 5 %. Les frais de ramassage ont également été augmentés.	Dépassement	Fr. 20'318.00
1100.318.01	Ramassage du verre Le verre n'est plus cassé		Fr. 3'720.00
1100.318.01	Ramassage du gazon Nouveau repreneur suite au dépôt de bilan de notre repreneur	Dépassement	Fr. 3'220.70
1300.365.00	Contribution au SIS Selon comptes du service SIS des FM	Dépassement	Fr. 4'881.70
1500.314.00	Entretien réseau Travaux complémentaires au Bas du Village Nombre important de fuites d'eau	Crédit complémentaire Dépassement	Fr. 10'500.00 Fr. 31'309.00

Compte des investissements

Durant l'année 2006, nous avons effectué des dépenses d'investissements pour un montant de Fr. 1'967'194.10. Les recettes d'investissements s'élèvent à Fr. 1'518'724.80, soit un investissement net de Fr. 448'469.30.

Les dépenses d'investissements sont les suivantes :

Réfection du Bas du village

Génie civil	Fr.	129'407.75
Eclairage public	Fr.	10'975.20
Eau potable	Fr.	4'315.95

Lotissement de l'Orée

Génie civil	Fr.	146'267.85
Alimentation en eau	Fr.	22'685.75
Protection du hameau de Biaufond	Fr.	322'025.05
Canalisations	Fr.	48'588.10
STEP La Broche	Fr.	33'576.20
PGEE	Fr.	12'367.70
Le Boéchet Canalisation & STEP	Fr.	314'005.80
Le Cerneux-Godat Canalisation & STEP	Fr.	337'617.85
Patrimoine Administratif Le Jourez /TVA	Fr.	25'831.95
Réseau d'eau Les Prés-Derrière	Fr.	444'941.45
Plan numérique du réseau d'eau	Fr.	5'775.00
Alimentation en eau du Cerneux Godat	Fr.	106'570.20
Amélioration du réseau d'eau (TVA)	Fr.	2'359.55

Fr. 1'967'311.35

Les recettes d'investissements se présentent comme suit :

Traversée du Village (subvention)	Fr.	68'625.00
<u>Réfection Bas du village</u>		
Contribution de tiers	Fr.	8'652.85
Subventions	Fr.	8'334.55
Protection du hameau de Biaufond	Fr.	290'182.50
Ventes de terrains au Jourez	Fr.	147'145.00
Vente de terrain à l'Orée	Fr.	49'296.00
Contributions de tiers (Taxes raccordement/TVA)	Fr.	178'697.25
Subventions STEP La Broche	Fr.	246'584.55
Subventions STEP Le Boéchet	Fr.	32'905.60
Subventions STEP Le Cerneux-Godat	Fr.	42'238.50
Taxes de raccordement Réseau d'eau	Fr.	27'382.75
Réseau d'eau (subventions)	Fr.	128'252.75
Réseau d'eau (dons)	Fr.	83'643.10
Réseau d'eau Le Cerneux-Godat (dons)	Fr.	<u>65'055.75</u>
	Fr.	1'376'996.15

Bilan

Dettes

L'examen du bilan laisse apparaître un total des dettes à court terme de Fr. 471'986.35 et à long terme de Fr. 5'629'896.20 d'où un endettement total de Fr. 6'101'882.55 (y compris les engagements vis-à-vis des fonds), soit Fr. 5'487.30 par habitant.

Comme il l'a été mentionné dans le précédent rapport, des amortissements importants ont été réalisés en 2006 en raison de l'échéance de différents emprunts. Le versement de Fr. 617'168.00 provenant de la vente d'or de la BNS a permis de financer les investissements 2006 qu' s'élèvent à Fr. 590'345.20. C'est pour ces différentes raisons que l'endettement par habitant a pu diminuer de Fr. 643.95.

Durant l'exercice 2006, il a été procédé à des amortissements (dépréciations) de l'ordre de Fr. 205'215.30, soit le 3.2% de la dette du début d'exercice (Fr. 6'415'108.70). Si le taux de 2% est dépassé, cela est partiellement dû au fait que le véhicule communal et le bus scolaire doivent être amortis sur une période de 10 ans. D'autre part, en raison des échéances convenues avec les établissements bancaires, il n'est pas possible de diminuer les amortissements avant l'échéance de l'emprunt. De ce fait, malgré que la dette communale a diminué en raison des ventes, taxes, dons et remboursements, le taux d'amortissement n'est pas diminué.

Au 1er janvier 2006, la dette communale par habitant s'élevait à Fr. 6'688'080.45 (1091 habitants). Au 31 décembre 2006, elle s'élève à Fr. 5'487.30 par habitant (1112 habitants).

Débiteurs

A fin 2006, les débiteurs de la commune représentent un montant de Fr. 305'670.20, soit Fr. 3'484.65 de plus au bouclage 2005. L'augmentation du montant de ces créances peut être qualifiée de relativement modeste. Pour ce qui est des créances fiscales, le solde du 31.12.2006 est de Fr. 714'530.55, ce qui représente une augmentation de Fr. 8'316.80 par rapport à la même période du bouclage précédent. Au vu de l'augmentation du nombre des habitants, on peut également qualifier cette augmentation des créances comme étant normale.

Comptes transitoires

Il reste sur le compte des actifs transitoires 2005 une somme de Fr. 3037.50. Il s'agit d'un montant qui avait été inscrit au bouclage 2005 en prévision du bouclage du compte forestier. A ce jour, le triage forestier n'a encore pas bouclé ses comptes pour cette période.

Cautionnement

La commune a, lors de la séance du Conseil général du 7 février 2006, accepté un cautionnement individuel de Fr. 131'000.- en faveur du Centre de Loisirs des Franches-Montagnes à Saignelégier

Conclusions

Comme le demandait la commission de vérification des comptes dans son rapport du 23 mai 2006, il a été demandé qu'un inventaire soit réalisé pour le matériel qui était en possession de la commission de promotion touristique. Vu la complexité relative pour comptabiliser cet inventaire par rapport au montant de l'inventaire, il est joint en annexe du présent compte. D'ailleurs, le plan comptable jurassien n'a pas de rubrique comptable relative à ce type de marchandise.

Pour le reste, il a été particulièrement veillé à respecter les remarques de la commission de vérification des comptes.

Les Bois, le 23 avril 2007

COMMUNE DES BOIS

Le Caissier :

Remarque : En éditant le compte pour sa présentation au Conseil général, le caissier a remarqué que le compte des déchets laisse apparaître un excédent de charges de Fr. 1'670.65 alors que celle-ci devrait être à zéro. Cette différence provient d'une erreur de programmation de la part du fournisseur de logiciel. En effet, lors du bouclage de ce compte, le 19 avril, il est apparu que les totalisations n'étaient pas reprises de façon complètes. Après avoir exécuté un calcul des soldes, cette différence s'est résorbée. Le caissier n'a malheureusement pas constaté la modification du résultat du compte des déchets de cette opération à générée.

Discuter et approuver le nouveau règlement et tarif concernant l'alimentation en eau

Le règlement concernant l'alimentation en eau date de 1980, époque qui correspond à l'entrée en souveraineté du Canton du Jura.

Si ce règlement n'a pas été discuté durant de nombreuses années, quelques points ont démontré la fragilité de certaines dispositions de ce texte aussi bien en ce qui concerne son application que son contenu.

On notera, par exemple, la perception d'une taxe de raccordement au taux différencié pour les résidences secondaires qui ne pourrait plus être appliquée actuellement ou la question de la propriété de la conduite de raccordement à un immeuble qui est entretenue par la commune sans pour autant qu'elle soit sa propriété.

D'autre part, M. Daniel Hubleur (PCSI) a déposé une motion qui a été acceptée par le Conseil général en date du 24 avril 2006. Cette motion demande en particulier que la question de la couverture des frais de la STEP soit revue. Dans le développement de sa motion, M. Hubleur demandait également au Conseil communal de favoriser l'utilisation parcimonieuse de l'eau potable en autorisant les systèmes de récupération d'eau de pluie par exemple.

Par ce nouveau règlement, le Conseil communal entend résoudre les incertitudes relevées dans l'ancien règlement et répondre partiellement à la motion de M. Hubleur.

Pour procéder à cette révision, la commission STEP, à qui la révision de ce règlement incombait, s'est inspirée du règlement de la commune de Châtillon qui est en vigueur depuis février 2005.

Dans le cadre de la procédure de consultation, le document élaboré par la commission STEP a été soumis aux partis locaux, au SEF et enfin soumis pour examen préalable au Service des communes.

Spécificités du nouveau règlement.

Si le canevas principal de ce nouveau texte a été repris du modèle de la commune de Châtillon, la commission STEP a conservé quelques spécificités propres à notre commune et qui peuvent être résumées ainsi :

Règlement

- l'obligation d'entretien des raccordements d'immeubles reste de la compétence et à la charge de la collectivité.
- Le transfert de propriété de ces conduites est mentionné dans le règlement.
- Le nouveau règlement règle également la question des différentes interventions sur le réseau par l'octroi d'une concession aux entreprises qui souhaitent travailler aux Bois.
- Le nouveau règlement permet de procéder au relevé des compteurs d'une façon plus moderne.

Tarif des émoluments

- Avec la proposition d'un tarif, la commission règle la question de la perception des émoluments de raccordements, ainsi que des émoluments annuels.
- Une clause d'adaptation au renchérissement a été introduite. En effet, le montant de l'émolument de base de la taxe de raccordement n'a pas été adapté depuis 1977. L'indice de l'augmentation du coût de la vie depuis cette année est de 191.8.
- L'adoption du tarif, dans une fourchette donnée, reste néanmoins de la compétence du Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

Examen du tarif par rapport à la motion de M. Hubleur.

Afin de répondre au vœu de la motion de M. Hubleur, une proposition d'instauration d'une taxe de base pour les abonnés a été examinée. Cette proposition prévoyait, par exemple, la perception d'un émolument de base fixé par rapport aux unités locatives de l'immeuble ou un autre critère n'ayant pas de rapport avec la consommation d'eau.

Après ce premier examen, la commission STEP en était arrivée à la conclusion que le mode actuel de consommation minimale est le meilleur moyen de garantir une utilisation rationnelle de l'eau. En effet, en adoptant un émolument de base perçu sur la base d'un autre élément que la consommation, on favorise les grands consommateurs d'eau. En contrepartie, les abonnés, pour qui la collectivité a investi des sommes considérables et qui ne consomment que peu d'eau, ne sont pas taxés à leur juste valeur, car en général, leur immeuble n'a qu'une petite valeur officielle.

Après le terme fixé pour la procédure de consultation, le groupe PCSI a émis quelques propositions concernant ce règlement. Celles-ci sont les suivantes :

Il propose de revenir sur la question de la propriété des conduites de raccordement et propose d'en laisser l'entretien à l'abonné. En effet, en cas de rupture de la conduite d'eau, les assurances privées prennent en charge les frais de fouille. Ainsi, la commune pourrait économiser quelques milliers de francs par année.

Bien que discutée lors de l'élaboration du règlement, cette proposition n'a pas été retenue par la commission STEP. Elle estime que la solution proposée est meilleure. En effet, en cas de fuite d'eau, la commune a une réelle capacité d'action et peut intervenir immédiatement. Si la réparation restait à la charge de l'abonné, on pourrait craindre que celle-ci ne soit exécutée qu'après un laps de temps qui semble trop long aux autorités. D'autre part, certaines disparités existent entre la longueur de certaines conduites de raccordement. Ainsi, certains propriétaires pourraient avoir à leur charge l'entretien de longues conduites de raccordement.

Le Groupe PCSI fait encore les propositions suivantes :

- Il propose que seuls les aménagements et installations de piscines de 10m³ requièrent une autorisation de la part du Conseil communal.
(Cela représente une piscine de 3.60 m de diamètre sur 1 m de profondeur.)
- Il propose également qu'aucun minima ne soit inscrit concernant le taux de contrôles périodiques des compteurs (art. 44 al. 5), ainsi qu'aucune mention permettant de déterminer la définition de données incorrectes (art. 47 al.3).
- Il propose enfin de laisser toute compétence au Conseil général pour fixer
 - le prix de la taxe de base prélevée pour chaque abonnement,
 - le prix du m³ d'eau dans le cadre du budget et de supprimer ainsi la fourchette figurant à l'art. 10.

Le Conseil communal propose de ne pas entrer en matière concernant ces trois dernières propositions. En effet, une autorisation de bâtir sera de toute façon nécessaire pour la construction d'une piscine de 5 m³, construction qui représente par exemple un diamètre de 2.50 mètres pour une profondeur de 1 mètre.

Pour le contrôle des compteurs, c'est une sécurité et une garantie pour l'ensemble des usagers.

L'art. 47 al. 3 fixe une règle pour définir les tolérances qui peuvent apparaître avec l'utilisation d'un compteur. Il serait dangereux de ne pas en fixer, car au moindre écart, la consommation pourrait être contestée.

Pour l'art. 9 du tarif, la commission STEP a proposé de facturer un minimum par abonnement. C'est ce qui semblait correspondre le mieux au vœu de la motion de M. Hubleur.

La fourchette figurant dans le tarif permet de garantir au citoyen une certaine stabilité pour le prix de l'eau même si, aux yeux de la commission STEP, celle-ci n'est pas obligatoire.

Suite à un entretien avec les représentants de l'OEPN, il est apparu que la perception d'une taxe de base pour l'émolument annuel des eaux était recommandée. Celle-ci devrait correspondre environ à la moitié des frais annuels fixes du service des eaux.

D'autre part, les grands consommateurs d'eau se plaignent du coût élevé de l'eau dans notre commune.

Enfin, à l'occasion du développement de la motion de M. Hubleur, il a été relevé que l'industrie était particulièrement chargée par le service des eaux.

Afin de tenir compte de ces différentes remarques, le Conseil communal a demandé à la commission de réétudier la question de la perception de l'émolument annuel en prévoyant la perception d'un émolument annuel de base.

Il ressort de cette nouvelle étude que :

- La commission STEP propose l'introduction d'une taxe de base qui tient compte des logements de chaque immeuble. En effet, cet élément est connu de l'administration et l'application de la perception d'un tel émolument ne demanderait pas un travail excessif.
- Pour l'industrie et le monde agricole, l'émolument annuel de base serait perçu sur la base de la consommation de l'année courante.
- La consommation annuelle de 60 m³ par année serait ainsi supprimée.
- La location du compteur d'eau serait également supprimée car elle correspond dans une moindre mesure à ce nouvel émolument annuel de base dans une moindre mesure.
- Si le résultat final ne change pas, on constate que les grands consommateurs d'eau sont favorisés par ce nouveau tarif. Les grands perdants de ce nouveau principe sont principalement les immeubles locatifs.

Afin de laisser la liberté de choix au Conseil général, le Conseil communal a établi deux variantes du tarif.

Exemples relatifs à l'application d'un nouveau tarif concernant l'alimentation en eau

	Consom- mation m3	Prix de l'eau actuel	Taxe de base	Prix de l'eau	Total	Perte ou Gain
Tarif de l'eau		2.70		2.10		
Type d'immeubles						
Maison d'une famille (- 60 m3/an)	37	109.90	120.00	77.70	197.70	87.80
Maison de 1 famille (4 personnes)	204	560.80	120.00	428.40	548.40	-12.40
Maison de 2 familles (6 personnes)	171	471.70	225.00	359.10	584.10	112.40
Immeuble locatifs 9 logements	539	1'465.30	540.00	1'131.90	1'671.90	206.60
Artisan 1 logement	1'497	4'051.90	120.00	3'143.70	3'263.70	-788.20
Artisan 5 logements	585	1'589.50	450.00	1'228.50	1'678.50	89.00
Entreprise agricole (2 logements)	852	2'310.40	450.00	1'789.20	2'239.20	-71.20
Entreprise industrielle (2 logements)	721	1'956.70	450.00	1'514.10	1'964.10	7.40
Entreprise industrielle	1'155	3'128.50	550.00	2'425.50	2'975.50	-153.00

Discuter et approuver la modification des articles 25, 54 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées.

Afin de répondre à la motion de M. Daniel Hubleur, le Conseil communal, dans le cadre des travaux de révision du règlement communal concernant les eaux, a autorisé l'exploitation de systèmes d'utilisation d'eau d'usage.

Ce type d'installation produit une certaine quantité d'eaux usées qui n'est pas comptabilisée par le compteur et donc pas facturée dans le cadre de l'épuration des eaux.

D'autre part, il est apparu à l'article 25 de notre règlement concernant le raccordement à la canalisation communale, que les places de stationnement devant les garages provoquaient de graves dysfonctionnements de la STEP en cas d'orage.

Cette disposition du règlement communal est particulière, car dans les critères de l'OEPN, les eaux météoriques provenant des places de stationnement peuvent déjà être infiltrées dans le sol. Rappelons également que le lavage de voitures sur des places de stationnement non équipées d'installation de protection des eaux est interdit.

Le Conseil communal a donc chargé la commission STEP d'adapter la réglementation communale afin qu'elle réponde à ces nouvelles exigences.

Il propose, dès lors, de modifier l'alinéa 3 de l'article 25 du règlement communal concernant les eaux usées.

D'autre part, afin de répondre à la motion de M. Hubleur, il préconise d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 54 du règlement qui permettra de comptabiliser l'eau d'usage qui serait déversée à la STEP. L'entretien du compteur secondaire nécessaire à ce contrôle serait pris en charge par la commune étant donné qu'il comptabilise de l'eau facturée à la STEP.

Enfin, une clause d'adaptation permettra aux propriétaires fonciers concernés d'adapter leur installation.

Dans le cadre de la procédure de consultation, le groupe PDC propose d'attribuer au Conseil général, en lieu et place du Conseil communal, la compétence de fixer le montant de la taxe supplémentaire des eaux de surface qui sont déversées dans la canalisation.

Avec l'adoption de cette modification de règlement, le Conseil communal estime avoir rempli les conditions de la motion de M. Hubleur.

Enfin, l'OEPN, dans rapport d'examen propose également d'introduire une taxe de base par raccordement ou logement comme cela s'est fait au Noirmont.

Exemples relatifs à l'application d'un nouveau tarif concernant l'épuration des eaux

	Consom- mation m3	Prix de l'eau actuel	Taxe de base	Prix de l'eau	Total	Perte ou Gain
Tarif de l'eau		3.60		2.80		
Type d'immeubles						
Maison d'une famille (- 60 m3/an)	37	133.20	120.00	103.60	223.60	90.40
Maison de 1 famille (4 personnes)	204	734.40	120.00	571.20	691.20	-43.20
Maison de 2 familles (6 personnes)	171	615.60	225.00	478.80	703.80	88.20
Immeuble locatifs 9 logements	539	1'940.40	540.00	1'509.20	2'049.20	108.80
Artisan 1 logement	1'497	5'389.20	120.00	4'191.60	4'311.60	-1'077.60
Artisan 5 logements	585	2'106.00	450.00	1'638.00	2'088.00	-18.00
Entreprise agricole (2 logements)	300	1'080.00	120.00	840.00	960.00	-120.00
Entreprise industrielle (2 logements)	721	2'595.60	350.00	2'018.80	2'368.80	-226.80
Entreprise industrielle	1155	4'158.00	550.00	3'234.00	3'784.00	-374.00

**Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée
par Mme Shahë et M. Xhevdet Krasniqi et leurs enfants
Albana, Arianita, Fation et Agnesa et fixer la finance
d'admission**

Madame Krasniqi est née à Baran (Serbie & Monténégro) en 1966 et y a vécu jusqu'en 1994. Mme Krasniqi est infirmière de profession mais n'exerce pas sa profession pour l'instant.

Monsieur Krasniqi est né à Qallapek, Kosovo (Serbie et Monténégro), en 1957 et y a vécu jusqu'en 1990. Il est en possession d'un diplôme de juriste. En Suisse il exerce la profession de palefrenier et collaborateur polyvalent à la Fondation du Roselet.

La famille Krasniqi a 4 enfants. Tous sont nés en Suisse.

Le canton considère que toutes les conditions sont réunies pour que les membres de la famille obtiennent la nationalité suisse.

Mme et M. Krasniqi jouissent d'une bonne réputation et n'ont jamais été condamnés ni entendu par la police. Les enfants suivent normalement leur scolarité et participent à la vie sociale du village.

Le Conseil communal est favorable à cette naturalisation et vous recommande de l'accepter.

Conformément à la pratique, l'émolument communal perçu se limitera au remboursement des frais administratifs qui sont estimés à Fr. 150.-.

Version en vigueur

Règlement concernant les eaux usées de la commune municipale de Les Bois

Principes généraux,
systèmes
de séparation,
piscines

Art. 25

- 1) Les raccordements de bâtiments, canalisations et installations accessoires ne peuvent être établis que par des spécialistes qualifiés; si celui qui construit ne peut justifier des connaissances spéciales nécessaires et de l'expérience professionnelle voulue, la commune doit, aux frais de propriétaire foncier, se charger, en plus du contrôle usuel, de toutes les autres mesures de vérification, par exemple découvrir complètement l'installation, faire l'essai d'étanchéité de procéder à d'autres contrôles, qui sont indispensables en vue de vérifier si les prescriptions et directives applicables en la matière sont entièrement observées.
- 2) L'eau propre (eau de toit, de fontaine, d'avant-place à l'exception de places de stationnement pour véhicules à moteur, l'abaissement permanent de la nappe d'eau souterraine et autres) doit être complètement séparée de l'eau polluée et soumise à l'infiltration; si ce n'est pas possible, elle doit être évacuée séparément, s'il n'en résulte pas de frais disproportionnés.
- 3) Les eaux usées provenant de places de stationnement pour véhicules à moteur seront en règle générale évacuées dans la canalisation des eaux usées.
- 4) En ce qui concerne les piscines, l'eau de rinçage du filtre et l'eau du curage du bassin seront évacuées dans la canalisation des eaux usées; en revanche, le reste du contenu du bassin sera évacué dans l'exutoire s'il n'en résulte pas de frais excessifs.

Emoluments annuels
d'utilisation

Art. 54

Pour assurer la couverture des frais d'exploitation du service des eaux usées (canalisations et stations d'épurations des eaux usées) (STEP), les propriétaires des biens-fonds raccordés à la canalisation publique verseront les émoluments annuels d'utilisation suivants :

- de Fr. 2.- à Fr. 4.- le m³ d'eau potable utilisée.

Cet émolument s'ajoute au prix de vente de l'eau potable. L'un et l'autre sont fixés par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

1. Les propriétaires qui envoient des eaux claires dans le réseau des canalisations des eaux usées s'acquitteront d'une taxe supplémentaire fixée par le Conseil communal, sur proposition de la commission STEP (selon art. 50, paragraphe 2).
2. Selon les résultats du compte d'exploitation et du compte des frais

d'investissement, le Conseil général peut élever ou abaisser ces taux en application des principes formulés aux articles 49 et 50.

3. Dans la mesure où le 25 % au moins de l'eau prélevée par une entreprise artisanale, agricole ou industrielle n'est pas déversé dans la canalisation d'eaux usées (par exemple établissement d'horticulture, eau de refroidissement directement déversée dans un cours d'eau), une réduction équitable de l'émolument pourra être consentie, tenant compte de la quantité d'eaux usées effectivement déversée par l'entreprise. Il appartient au producteur d'eaux usées de fournir la preuve nécessaire.
4. A cet effet, un compteur sera installé conformément au règlement sur l'alimentation en eau qui comptabilisera l'eau exonérée de la taxe STEP. Si l'installation d'un sous compteur n'est pas possible, on comptera une consommation annuelle de 60 m³/habitant (situation au 31 décembre) et par année.

Nouvelle version

Règlement concernant les eaux usées de la commune municipale de Les Bois

Le règlement concernant les eaux usées de la commune municipale de « Les-Bois » est modifié comme suit :

Principes généraux,
système de séparation,
piscines

Art. 25

- 1) inchangé
- 2) inchangé
- 3) Les eaux pluviales (non-polluées) provenant de places de stationnement pour véhicules à moteur seront en règle générale, infiltrées dans le sol
- 4) inchangé

Emoluments annuels
d'utilisation
(a) Emolument annuel de
base

Art. 54

Un émolument annuel de base sera perçu en fonction du nombre de logement par immeuble selon un barème adopté par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

Pour les entreprises industrielles ou artisanales, l'émolument annuel de base sera perçu en fonction de la consommation d'eau de l'année courante facturée à la STEP, selon un barème adopté par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

En fonction du nombre de logement, l'émolument annuel de base est dégressif.

En fonction de la consommation, l'émolument annuel de base pour les entreprises est dégressif.

b) Emolument de
consommation

Pour assurer la couverture des frais d'exploitation du service des eaux usées (canalisations et stations d'épurations des eaux usées) (STEP), les propriétaires des biens-fonds raccordés à la canalisation publique verseront les émoluments annuels d'utilisation suivants :

- de Fr. 2.- à Fr. 5.- le m³ d'eau potable utilisée.

Cet émolument s'ajoute au prix de vente de l'eau potable. L'un et l'autre sont fixés par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

1. Les propriétaires qui envoient des eaux claires dans le réseau des canalisations des eaux usées s'acquitteront d'une taxe supplémentaire fixée par le Conseil communal, sur proposition de la commission STEP (selon art. 50, paragraphe 2).

Cette même taxe sera perçue pour les eaux provenant des places de stationnement qui sont raccordées à la STEP contrairement aux dispositions de l'art. 25 al. 3.

2. Selon les résultats du compte d'exploitation et du compte des frais d'investissement, le Conseil général peut élever ou abaisser ces taux en application des principes formulés aux articles 49 et 50.
3. Dans la mesure où le 25 % au moins de l'eau prélevée par une entreprise artisanale, agricole ou industrielle n'est pas déversé dans la canalisation d'eaux usées (par exemple établissement d'horticulture, eau de refroidissement directement déversée dans un cours d'eau), une réduction équitable de l'émolument pourra être consentie, tenant compte de la quantité d'eaux usées effectivement déversée par l'entreprise. Il appartient au producteur d'eaux usées de fournir la preuve nécessaire.
4. A cet effet, un compteur sera installé conformément au règlement sur l'alimentation en eau qui comptabilisera l'eau exonérée de la taxe STEP. Si l'installation d'un sous compteur n'est pas possible, on comptera une consommation annuelle de 60 m3/habitant (situation au 31 décembre) et par année.
5. a) Les eaux usées qui ne sont pas comptabilisées par le compteur de consommation d'eau potable (eau de sources, récupération d'eau de pluie, etc), mais qui sont néanmoins rejetées à la canalisation publique sont soumises au paiement de l'émolument annuel.
b) L'installation secondaire d'alimentation en eau sera déclarée conformément au règlement concernant l'alimentation en eau et sera munie d'un compteur installé conformément aux dispositions de l'art. 44 du règlement concernant l'alimentation en eau. Celui-ci restera cependant propriété de la commune.

Adaptations des
installations

Art. 58

Les propriétaires fonciers, détenteurs d'installations de récupération d'eau et bénéficiaires de droits d'eau doivent, dans le délai d'une année dès l'entrée de la présente modification, annoncer leurs installations à la commune et procéder à la mise en conformité de celles-ci.

Ainsi délibéré et approuvé par le Conseil général des Bois le xx.xx.xxxx

Au nom du Conseil général
de « Les Bois »

Le Président : Le Secrétaire :

Gilles Cattin

C. Gagnebin

REGLEMENT DU SERVICE DES EAUX

ANCIENNE

ET

NOUVELLE VERSION



R è g l e m e n t

du Service des Eaux de la Commune de LES BOIS (SEB)

La Commune de Les Bois, membre du "Syndicat pour l'alimentation des Franches-Montagnes en eau potable" (SEF) a élaboré et adopté pour son réseau communal de distribution, le présent

R E G L E M E N T

du

S e r v i c e d e s E a u x - L e s B o i s

(SEB)

I. Généralités.

Art. 1

L'eau fournie par le réseau communal peut être utilisée pour tous usages privés et publics. Le débit n'est limité que par la capacité des installations.

Art. 2

L'arrêt de la fourniture d'eau et les variations de pression dues à des réparations ou à des cas de force majeure ne donnent pas lieu à indemnité. Toute interruption de la fourniture d'eau est annoncée d'avance, dans la mesure du possible. Lors d'installations ou réparations, la fermeture et l'ouverture des vannes seront communiquées au public.

Art. 3

En cas d'incendie, les organes du Service de défense contre le feu disposent de toute l'eau du réseau communal. Pendant l'incendie, les abonnés sont tenus de limiter leur consommation d'eau au strict minimum.

Art. 4

Les hydrantes publiques ne peuvent être utilisées que par le service de défense contre le feu, sauf autorisation spéciale du maire de la commune, dans chaque cas particulier. Toute prise d'eau au moyen d'hydrantes, et toute manipulation des vannes du réseau communal

par des personnes non autorisées sont strictement interdites.

II. Surveillance

Art. 5

Conformément à l'art. 2 du " Règlement du Service des Eaux du SEF ", le réseau communal et tous les travaux s'y rattachant sont sous la haute surveillance du Conseil d'administration du SEF, respectivement de son Comité de Direction. La surveillance immédiate du réseau communal, suivant les instructions du SEF, incombe au Conseil communal, qui désigne pour le représenter un ou plusieurs agents spéciaux, dont il fixe les émoluments. Ces agents ont le droit de pénétrer en tout temps dans les immeubles des abonnés pour l'exercice de leurs fonctions et en particulier pour le relevé des compteurs. Le fonctionnaire est responsable de la réserve d'eau pour le service de défense contre le feu qui doit être toujours disponible; il veille à ce que l'accès aux hydrantes et aux vannes sur le territoire de la commune reste libre, à ce que les installations des particuliers n'accusent pas de perte d'eau et à ce que les compteurs fonctionnent normalement. Il signale immédiatement toute anomalie observée au maire de la commune, par écrit.

III. Raccordements.

Art. 6

a) Tout propriétaire de la commune qui désire installer l'eau dans sa propriété doit en faire la demande par écrit au Conseil communal. Le requérant devra s'affranchir d'une taxe de raccordement de Frs 500.-- plus une taxe à la valeur officielle de 8 pour mille. En outre, les frais d'installation de la conduite principale à son bâtiment sont à la charge du requérant. Pour les abreuvoirs de pâturage, la taxe de raccordement est fixée à Frs 100.--.

b) Maisons de vacances : 2 % de la valeur officielle, mais au minimum de Frs 500.-- par appartement.

c) Entreprise artisanale ou industrielle : sera fixée de cas en cas.

Art. 7

La commune ne peut être tenue de procéder à de nouveaux raccordements, soit par l'entremise du SEF, soit directement, que le cas où les nouveaux abonnés dont il s'agit s'engagent à prendre à leur charge l'augmentation effective des charges annuelles de la commune résultant de ces raccordements. Il est toutefois entendu que toute discrimination entre les abonnés anciens et nouveaux doit être évitée, autant que possible.

Art. 8

En règle générale, chaque propriété particulière est raccordée directement à la conduite principale par une prise d'eau distincte.

Art. 9

L'entretien et les réparations des conduites de raccordement jusqu'au point de jonction avec les installations privées à l'entrée des bâtiments ou près des fontaines en plein air sont à la charge de la commune.

Il est interdit de placer des conduites d'égouts sur les conduites d'eau. Il est autorisé de traverser sous les conduites d'eau à une profondeur de 25 cm ainsi que de placer les tuyaux d'égouts à une profondeur de 1,50 m. et un écartement de 50 cm de ceux de la conduite d'eau. Si la conduite d'égout est à un niveau supérieur à celle de la conduite d'eau, une distance de 2 mètres doit être respectée.

Art. 10

Les installations privées sont exécutées, réparées et modifiées, conformément aux prescriptions du SEF et exclusivement par des installateurs autorisés par le Conseil communal, d'accord avec le SEF.

Les conduites privées, de même que les compteurs doivent être protégés de manière appropriée contre le gel et les chocs. Chaque abonné est responsable de son installation et est notamment, personnellement tenu de faire immédiatement le nécessaire pour faire disparaître toute perte d'eau. Il est formellement interdit de tirer de l'eau avec un débit réduit inférieur à un litre à la minute. Les contrevenants à ces instructions supportent les dommages éventuels occasionnés à la commune par la faute ou négligence, et sont, en outre, passibles d'amende, aux termes de l'art. 18 ci-après.

Art. 11

Les installations privées ne peuvent être mises en service qu'en présence du représentant communal "Fontainier", qui a la mission de constater en particulier la parfaite étanchéité des joints et des robinets, sous la pression normale du SEF.

IV. Abonnements et Compteurs.

Art. 12

a) Chaque ménage, par appartement, y compris les ménages de personne unique, reliés au réseau SEB, paie une taxe d'abonnement de 60 m³ par année.

b) Les entreprises artisanales ou industrielles, restaurants et hôtels, paient une taxe d'abonnement de 60 m³ par année.

c) Chaque exploitant d'un domaine agricole, paie pour tous robinets de pâturage une taxe de 60 m³ pour autant que l'exploitant ne soit pas déjà abonné ailleurs.

d) L'assemblée communale fixera le prix de l'eau au m³ lors de l'acceptation du budget de chaque année.

e) Les taxes d'abonnement citées sont à payer de toute façon, même quand les quantités d'eau qu'elles comprennent n'ont pas été utilisées.

f) L'eau livrée à des non-abonnés aux hydrantes du SEB est facturée en fonction de l'acceptation du prix de l'eau au m³ lors de l'assemblée du budget.

g) L'eau utilisée par le corps des sapeurs-pompiers et les militaires est prise en charge par la commune.

h) Les tarifs ci-dessus sont également applicables aux abonnés nouveaux qui auraient exigé leur raccordement en vertu de l'art. 7. Le surplus éventuel de leurs charges annuelles étant à mettre en compte suivant accord spécial dans chaque cas particuliers.

Art. 13

Les propriétaires de bâtiments non raccordés, mais situés à portée de la conduite d'eau, paient des taxes annuelles d'hydrantes de 1 pour mille de la valeur d'assurance de ces immeubles. Ces taxes sont payables à raison de $\frac{1}{2}$ par semestre.

Art. 14

Les compteurs des abonnés sont fournis, poinçonnés, installés et, s'il y a lieu, changés par la commune. Toute manipulation des compteurs est formellement interdite. L'accès aux compteurs doit rester libre.

Utilisés normalement, les compteurs installés chez les abonnés sont exacts avec une tolérance de $\pm 5\%$. En cas de doute, tout abonné peut exiger un nouvel étalonnage de son compteur par les organes compétents du SEB. Les frais d'étalonnage sont à la charge de la commune, si le compteur est trouvé inexact, dans un sens ou dans l'autre, au delà de la tolérance citée, sinon à la charge de l'abonné. L'entretien et la réparation des compteurs sont à la charge de la commune, sous réserve de ce qui est dit à l'art. 10. Ils appartiennent à la commune et sont loués aux abonnés moyennant une taxe de location des compteurs, fixée par l'assemblée du budget de chaque année; payable semestriellement.

Chaque abonné a, moyennant paiement de la taxe ci-dessus, le droit d'exiger l'installation, à ses frais, par la commune d'un compteur faisant foi pour sa seule consommation propre.

V. Relevé des compteurs et paiement.

Art. 15

Les compteurs sont relevés une fois l'an en décembre par l'agent représentant le Conseil communal, en présence de l'abonné.

L'eau consommée est facturée semestriellement, au prix décidé par l'assemblée du budget, selon art. 12, lettre d., jusqu'à concurrence des taxes annuelles et dépassements.

Les factures semestrielles sont à payer sur présentation. Un compte de chèques postaux est ouvert pour faciliter les paiements. Il sera perçu sur les paiements en retard, pour frais et intérêts, une indemnité de 5 % dès les 30 jours après la présentation de la facture.

Paiements : 1er semestre

50 % de la somme facturée l'année précédente, montant arrondi au franc inférieur.

2ème semestre

solde selon relevé de compte de fin d'année, mais au minimum le prix de la taxe de 60 m³ annuel.

VI. Durée de l'exercice.

Art. 16

L'exercice du Service des Eaux commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

VII. Dispositions finales.

Art. 17

Le Conseil communal a qualité pour couper l'eau en cas d'urgence, sans délai, à tout abonné qui n'observerait pas les prescriptions, notamment celles de l'art. 10, du présent règlement. Cet abonné n'en est pas moins tenu de payer les taxes.

Art. 18

Toute contravention au présent règlement sera passible d'une amende de Frs 5.-- à 50.-- à fixer par le Conseil communal, dans chaque cas particulier. Pour le surplus, il est renvoyé aux dispositions du décret du 9 janvier 1919 concernant le pouvoir répressif des communes et à celles du code de procédure pénale du 20 mai 1928.

Art. 19

La revision partielle ou totale du présent règlement peut être décidée en tout temps à la majorité des électeurs de la commune. Un vote doit en tous cas avoir lieu sur la demande du 1/3 au moins des électeurs abonnés.

Les taxes de l'art. 12 du présent règlement correspondent aux normes de l'abonnement de 60 m³ minimum par année et par abonné. Ces taxes pourront être adaptées chaque année aux conditions du SEF par l'assemblée communale lors de l'établissement du budget.

Art. 20

Le présent Règlement entre en vigueur aussitôt après approbation par le Gouvernement de la République et Canton du Jura.

Ainsi délibéré en assemblée communale du 14 janvier 1980.

Au nom de l'assemblée municipale :

Le Président:

Le Secrétaire:

L. Villenier

W. H. Schmid



Voir approbation

Voir approbation

REGLEMENT CONCERNANT L'ALIMENTATION EN EAU DE LA COMMUNE MUNICIPALE DE LES BOIS

Les termes employés au masculin sont également valables pour le féminin.

Vu

- Les articles 100 et 106 de la loi cantonale du 26.10.1978 sur l'utilisation des eaux (LUE/RSJU 752.41) et les prescriptions d'exécution y afférent, y compris les directives reconnues (par exemple de la Société suisse de l'Industrie et du Gaz et des Eaux SSIGE)
- La loi cantonale du 22.09.1999 portant introduction de la loi fédérale du 09.10.1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (RSJU 817.0)
- La loi cantonale du 25.06.1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT/RSJU 701.1), l'ordonnance du 03.07.1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT/RSJU 701.11), le décret du 11.12.1992 sur les contributions des propriétaires fonciers (RSJU 701.71)
- La loi cantonale du 18.10.2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (RSJU 875.1)
- La loi fédérale du 24.01.1991 sur la protection des eaux (Leaux/RS 814.20)
- L'ordonnance cantonale du 06.12.1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21)
- La loi fédérale du 09.10.1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI/RS 817.0)
- L'ordonnance fédérale du 23.11.2005 sur les denrées alimentaires (ODAI/RS 817.02)
- L'ordonnance fédérale du 26.06.1995 sur l'hygiène (Ohyg/RS 817.0241)
- L'ordonnance fédérale du 26.06.1995 sur les substances étrangères et les composants (OSEC/RS 817.021.23)
- Le manuel suisse des denrées alimentaires chapitre 27A, édition 1985/1988 (actuellement en révision)
- Le règlement du service des eaux du SEF

Edicte, sous réserve d'approbation par le Service des communes de la République et Canton du Jura le présent règlement

A) **GENERALITES**

Tâche de la Commune

Article 1^{er}

1) La commune fournit à la population, par l'intermédiaire du SEF, à l'artisanat et à l'industrie, l'eau potable et l'eau d'usage dans la mesure des quantités disponibles, et pour autant que l'installation soit techniquement réalisable.

Elle veille à ce que la qualité de l'eau corresponde constamment au Manuel fédéral des denrées alimentaires.

L'article 5, alinéa 1 et l'article 8, alinéa 1 demeurent réservés.

L'alimentation en eau comprend les installations de transport, et réservoirs appartenant à la commune, le réseau des conduites, les hydrants, ainsi que les immeubles, servitudes et fontaines publiques servant à cette alimentation.

La Commune n'est pas responsable de la qualité de l'eau en aval des compteurs (piscine, adoucisseur d'eau, etc...).

2) Conjointement, et dans le même cadre, elle garantit une protection suffisante pour la lutte contre le feu.

3) Elle établit et entretient le réseau public des conduites principales et des branchements d'immeuble, celui des hydrants avec les installations nécessaires pour l'apport, le transport et l'accumulation de l'eau. Les sources privées sont placées sous la responsabilité de leurs propriétaires respectifs, sauf convention contraire.

4) La commune organise le service des eaux. Elle fait contrôler l'eau régulièrement, au minimum une fois par année, en faisant appel à des spécialistes. Le résultat est communiqué à la population.

5) La commune exerce au surplus la surveillance des autres installations d'alimentation en eau se trouvant sur son territoire aux frais du propriétaire.

6) La commune fixe les taxes de raccordement, de capacité et le prix au m³ d'eau à facturer aux usagers dans un tarif figurant en annexe du présent règlement. Ces taxes sont déterminées lors de l'établissement du budget communal.

Projet général d'alimentation en eau (PGA)

Article 2

1) Le réseau principal, le réseau de distribution et le réseau d'hydrants sont fixés par le projet général d'alimentation en eau (PGA).

2) Le périmètre du PGA comprend :

- les zones de construction et de maisons de vacances déterminées par le plan de zones et par les plans de lotissement, et là où de tels plans font défaut,
- le terrain à bâtir délimité provisoirement.

Viabilité

Article 3

1) A l'intérieur du périmètre du PGA, l'équipement est déterminé par les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions (art. 84 et ss LCAT; art. 3 et ss OC) et par le plan communal de viabilité à réaliser par étapes.

2) L'extérieur du PGA n'est viabilisé que pour les agglomérations ou les zones d'habitation d'une certaine étendue selon l'art. 91, 1er al. LUE.

3) De plus, et exceptionnellement, la commune peut assurer l'alimentation d'eau pour les cas suivants ne figurant pas aux alinéas 1 et 2 pour des habitations ou des installations existantes et dont l'alimentation en eau est insuffisante quantitativement ou qualitativement.

4) Dans les zones de maisons de vacances, l'alimentation en eau incombe aux propriétaires, s'il n'existe pas de responsable de la viabilité appropriée et si la garantie n'est pas donnée que l'installation propre de la zone fournit constamment une eau dont la qualité répond aux exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires, la commune assure l'alimentation en eau aux frais des propriétaires.

5) La viabilité peut être réglée par contrat, par plan de lotissement ou par plan détaillé de viabilité avec prescriptions spéciales, selon la législation sur les constructions.

Prescriptions de viabilité complémentaires, prescriptions techniques

Article 4

1) Pour autant que le présent règlement ne comporte pas de prescriptions dérogatoires, ce sont les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions et le règlement de construction qui sont déterminants pour l'établissement de l'entretien du réseau des conduites ainsi que pour la propriété de ces installations.

De plus, les directives de la SSIGE sont valables comme prescriptions techniques.

Obligation de fournir de l'eau

Article 5

1) La commune est tenue de fournir de l'eau, suivant la quantité disponible. (art. 97 LUE, art. 1.1.)

2) Les entreprises industrielles et artisanales dont les besoins en eau sont grands et qui dépassent la capacité du service des eaux, doivent se procurer elles-mêmes l'eau d'usage nécessaire (art. 101, 3e al. LUE).

3) De l'eau peut être fournie à des propriétés situées dans d'autres communes. Cette fourniture sera réglée par contrat.

4) En ce qui concerne la qualité de l'eau, la commune ne prend aucune garantie allant au-delà des exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires. Elle ne garantit pas non plus une pression constante.

Obligation de prise d'eau

Article 6

1) Dans le secteur desservi par le réseau des conduites selon l'art. 3, les habitants sont tenus de prendre l'eau potable à l'installation publique.

2) Ils sont seulement affranchis de cette obligation lorsqu'ils disposent déjà

d'installations leur fournissant en suffisance une eau potable, dont la qualité correspond constamment aux exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires ou que pareille eau leur appartenant est à leur disposition dans le voisinage immédiat. (art. 98 LUE)

Utilisation de l'eau

Article 7

La fourniture d'eau à des fins domestiques prime tout autre genre d'utilisation, excepté en cas d'incendie.

Gaspillage

Article 8

L'eau doit être utilisée économiquement. Tout gaspillage doit être évité.

B) RELATIONS ENTRE LE SERVICE DES EAUX ET LES CONSOMMATEURS

Application du règlement

Article 9

Les relations entre le service des eaux et les consommateurs sont fixées par le présent règlement et par le tarif qui en découle.
Ces prescriptions sont applicables par analogie aux anciens consommateurs.

Obligation de requérir une autorisation

Article 10

- 1) Une demande d'autorisation sera présentée au Conseil communal:
 - pour tout nouveau raccordement d'un immeuble
 - pour tout nouveau lotissement
 - en cas de transformation ou d'extension de l'utilisation d'immeubles déjà raccordés,
 - pour aménagement et installations de piscine dès 5 m³.
- 2) La demande en sera adressée à la commune au moyen de la formule officielle (permis de construire). Les plans et mémoires descriptifs etc. nécessaires à l'examen de la demande y seront joints, en particulier:
 - a) un plan de situation à l'échelle du plan cadastral avec le tracé de la conduite de raccordement et son diamètre,
 - b) les indications concernant l'utilisation de l'eau,
 - c) si nécessaire, la preuve de l'acquisition d'un droit de conduite.
- 3) La demande sera signée par le requérant et par l'auteur du projet.
- 4) Il est interdit de faire débiter les travaux avant que l'autorisation ait été accordée au propriétaire foncier ou au bénéficiaire du droit de superficie.
- 5) Le propriétaire foncier ou le bénéficiaire du droit de superficie sont considérés comme consommateurs.
- 6) Le Service des eaux se réserve le droit de contrôler les exigences requises lors de la demande de raccordement.

Prélèvement passager d'eau

Article 11

1) Le prélèvement d'eau pour la construction ou pour d'autres motifs d'ordre passager est également subordonné à l'autorisation du Conseil communal.

2) Si des hydrants publics doivent être utilisés, l'accord du Conseil communal est indispensable, avec information au service du feu. Le raccordement doit être établi de manière telle qu'il puisse être rapidement supprimé en cas d'incendie.

3) Chaque remplissage de piscine de plus de 5 m³ sera annoncé au Service communal des eaux par le propriétaire. Le Service des eaux donnera son préavis quant à l'opportunité du moment retenu pour effectuer un tel remplissage.

Limitation dans la fourniture d'eau

Article 12

1) Les organes du service des eaux peuvent limiter la fourniture d'eau ou la supprimer passagèrement :

- a) en cas de pénurie d'eau ou de sécheresse;
- b) pour effectuer des travaux de réparation ou d'entretien ou pour permettre l'agrandissement du réseau des conduites.
- c) en cas de gel ;
- d) en cas de non conformité avec l'ordonnance sur le commerce des denrées alimentaires et des divers objets (OCD);
- e) pour d'autres motifs selon décision du Conseil communal ou du Service des eaux.

2) Le droit à une indemnité ou à une réduction de l'émolument de base est exclu. Il en est de même pour la suppression de la fourniture de l'eau due à des cas de force majeure.

3) Les restrictions ou les suppressions prévisibles seront annoncées à temps aux consommateurs dans la mesure du possible. Les consommateurs ne pourront revendiquer aucun dédommagement quelconque de la part de la commune si leurs installations de raccordement ou domestiques ne sont pas conformes à tout point de vue aux directives techniques de la SSIGE.

4) Au surplus, l'art. 38, alinéa 4 demeure réservée.

Devoirs du consommateur

Article 13

1) Le consommateur est responsable envers la commune de tous les dégâts causés au service des eaux par suite d'installations inadéquates, de mauvais usage des installations, de manque de soin ou de contrôle, ainsi que d'un entretien insuffisant. Il répond également pour ses locataires, ses fermiers, et les autres personnes qui utilisent de telles installations avec son consentement.

2) Le consommateur est responsable en cas de problème de pollution en amont dû à l'utilisation d'eau privée (source privée eau pluviale etc). Le mélange d'eau potable et d'eau privée est interdit. L'eau privée doit être distribuée par un réseau domestique distinct avec autorisation du Service des eaux et du SEF.

Interdiction de dérivation	Article 14 Il est interdit de fournir de l'eau à des tiers ou de conduire l'eau d'un bien-fonds sur un autre sans autorisation du Conseil communal.
Changement de main	Article 15 Tout changement de main d'un bien-fonds, (propriété, droit de superficie) doit être annoncé par écrit au Conseil communal par le propriétaire ou le détenteur du droit de superficie.
Renonciation à la prise d'eau	Article 16 Tout consommateur qui entend renoncer complètement à la prise d'eau doit en aviser le Conseil communal par écrit dans un délai de trois mois.
Coupure des raccordements	Article 17 1) Le raccordement domestique sera coupé du réseau d'alimentation en eau, aux frais du consommateur : <ul style="list-style-type: none"> a) en cas de renonciation de la prise d'eau b) lorsque pour une raison quelconque, le raccordement n'aura plus été utilisé durant plus d'une année.
Prélèvement d'eau illégal	Article 18 Quiconque prélève de l'eau sans autorisation est redevable envers la commune de la totalité de la taxe d'eau. De plus, les pénalités prévues à l'art. 65, alinéas 1 et 2 du présent règlement ainsi que celles qui découlent du droit fédéral ou cantonal restent réservées

C) RESEAU DES CONDUITES ET INSTALLATIONS

Parties intégrantes du réseau des conduites	Article 19 Le réseau de conduites comprend : <ul style="list-style-type: none"> a) les conduites publiques : <ul style="list-style-type: none"> • les conduites principales • les conduites de distribution • les vannes, purges et ventouses • les installations d'hydrants b) les conduites privées : <ul style="list-style-type: none"> • les branchements d'immeubles • les installations domestiques
Fontaines	Article 20 1) Les fontaines publiques sont alimentées par le réseau d'eau potable. Pour les fontaines privées des sources non traitées, une plaquette sera posée sur les fontaines avec la mention « Eau non potable ». 2) Les fontaines publiques, sauf spécification contraire, sont la propriété de la Commune qui en assume l'entretien. Elle alimente celles-ci dans la mesure du possible.

3) En période de manque d'eau ou de gel, les organes du Service des eaux ferment l'alimentation des installations ou prennent les mesures nécessaires pour éviter toute détérioration de l'ouvrage.

4) Le Conseil communal peut décider de couper l'eau des fontaines

5) La Commune met gratuitement les fontaines publiques à disposition de la population pour en agrémenter son passage et embellir le village.

6) Aucun particulier ne peut se prévaloir d'un droit quelconque de pouvoir utiliser de façon constante l'eau des fontaines publiques à des fins privées.

7) Aucune modification ne sera effectuée par des tiers sur les prises d'eau et les bassins.

8) Tout particulier qui souille les installations est tenu de les nettoyer sans délai.
Tout dommage causé aux installations devra être annoncé immédiatement à la Commune.

Conduites principales

Article 21

Sont considérées comme conduites principales toutes les conduites publiques qui ne sont pas expressément désignées comme conduites de distribution par la commune, en particulier, les conduites de l'équipement fondamental selon l'art. 84 & ss LCAT.

Conduites de distribution

Article 22

Sont considérées comme conduites de distribution les conduites figurant dans les plans spéciaux ou désignées en particulier comme conduites de viabilité détaillée selon les art. 84 et ss LCAT. Elles relient les conduites principales à chaque bien-fonds. Dans la désignation, le principe d'égalité doit être respecté.

Vannes, purges, ventouses

Article 23

Dans la règle, les vannes sont raccordées aux conduites publiques ou privées pour permettre l'obturation de certains secteurs. Les purges sont installées au point bas du réseau afin de permettre un nettoyage. Les ventouses sont installées dans les points hauts du réseau pour permettre l'évacuation de l'air des conduites.

Installation d'hydrants

Article 24

Dans la règle, les hydrants sont raccordés aux conduites principales et aux conduites de distribution conformément aux prescriptions de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA).

Branchements d'immeubles

Article 25

Sont considérés comme branchements d'immeubles ceux qui, avec le dispositif de prise (Té + vanne), vont de la conduite publique jusqu'au compteur d'eau, celui-ci compris.

Installations domestiques

Article 26

Sont considérées comme installations domestiques toutes les conduites et les aménagements qui se trouvent à l'intérieur du bâtiment, après le compteur d'eau.

Conduites principales - Etablissement

Article 27

1) La commune établit les conduites principales en fonction du plan spécial par étapes. A défaut d'un tel plan, elle détermine la date de l'établissement selon son appréciation conforme à son devoir et d'entente avec les autres responsables de la viabilité (art. 84 & ss LCAT).

2) Les propriétaires fonciers désireux de construire peuvent établir eux-mêmes, à titre anticipé, les conduites principales nécessaires à la viabilité de leur bien-fonds selon l'art. 88 LCAT.

Conduites sous la chaussée

Article 28

1) La commune est en droit, avant d'acquérir le terrain affecté à la construction de routes, de poser les conduites principales à l'emplacement des futures routes. Pour l'octroi d'indemnités, on s'en référera à l'art. 109, 3e al. de la LCAT.

Les conduites ainsi installées demeurent la propriété de la commune.

2) Le tracé des conduites sera choisi de manière telle que les futurs travaux de réparation et d'entretien perturbent le trafic routier dans la mesure la plus réduite possible. On tiendra compte de conduites déjà existantes ou projetées définitivement. De plus, on veillera à ce que toute influence sur la qualité de l'eau par des installations des eaux usées soit exclue. En particulier, les canalisations d'eaux usées ne seront pas placées au-dessus des conduites d'eau.

3) Pour l'utilisation de voies publiques, on requerra l'autorisation de l'autorité de surveillance des routes. L'utilisation des routes cantonales, en particulier, est subordonnée à l'octroi d'une autorisation du Service cantonal des Ponts et Chaussées.

Droits de conduite

Article 29

1) Les droits de conduite pour conduites principales seront acquis selon la procédure fixée par l'art. 113 LUE ou par des contrats de servitudes.

2) Le dépôt des plans de conduites sera communiqué par écrit aux propriétaires fonciers intéressés, au plus tard au moment de la mise à l'enquête.

3) Il n'est accordé aucune indemnité pour les droits de conduite. Des indemnités pour les restrictions assimilables à l'expropriation restent réservées.

Protection des conduites principales

Article 30

1) Pour autant qu'il n'existe aucun arrangement contractuel avec dispositions contraires, les conduites principales sont protégées dans leur existence au sens de l'art. 113, 3e al. LUE.

2) Si les propriétaires fonciers ne s'entendent pas, la commune peut établir les conduites de distributions aux frais des propriétaires fonciers. Les art. 84 & ss LCAT sont applicables.

3) Toute réduction de la distance fixée réglementairement ou dans le cas particulier entre constructions et conduites, de même que toute construction sur des conduites principales sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Conseil communal.

Conduites de distribution - établissement, frais

Article 31

1) Les conduites de distribution seront établies par les propriétaires fonciers intéressés, à leurs frais et sous surveillance du Conseil communal (art. 84 & ss LCAT).

2) Si les propriétaires fonciers ne s'entendent pas, la commune peut établir les conduites de distribution aux frais des propriétaires fonciers. Les art. 84 & ss LCAT sont applicables.

Droits de conduite

Article 32

L'acquisition des droits de conduite pour conduites de distribution est affaire des propriétaires fonciers. En cas de nécessité, on procédera par voie d'expropriation pour laquelle un plan de lotissement ou un plan de viabilités détaillé, selon la législation sur les constructions, est indispensable.

Exécution, contrôle

Article 33

1) Les propriétaires fonciers intéressés feront établir les conduites de distribution par des hommes de métier qualifiés et sous la surveillance de la commune.

2) Avant le remblayage de la tranchée, les conduites de distribution seront soumises à un essai de pression sous la surveillance du service des eaux.

Propriété et entretien

Article 34

Après leur établissement, les conduites de distribution deviennent gratuitement la propriété de la commune qui en assume l'entretien, exceptés les cas tombant sous le coup d'une convention particulière. Elles sont protégées dans leur existence au sens de l'art. 31, 1^{er} al.

Prescriptions techniques

Article 35

Les conduites de distribution doivent répondre aux mêmes exigences techniques que les conduites principales. Avant l'établissement des conduites, le Conseil communal édicte les prescriptions nécessaires concernant les dimensions, le tracé des conduites, le choix du matériau et la profondeur de la fouille.

Cession de conduites privées - réquisition

Article 36

1) La commune peut, pour des raisons d'intérêt public, exiger la cession de conduites privées qui satisfont aux exigences techniques. En cas de litige, la loi du 26.10.78 sur l'expropriation est applicable (RSJU 711).

2) Les piscines peuvent être réquisitionnées par le Service du feu et la Protection civile locale sur ordre de leur commandant respectif en cas de

nécessité ou de catastrophe.

Installations d'hydrants et de protection contre le feu - établissement

Article 37

1) La commune installe les hydrants nécessaires.

2) Elle supporte les frais des hydrants placés sur les conduites principales et sur les conduites de distribution. De plus, si la lutte contre le feu exige un surdimensionnement considérable des conduites de distribution, elle participe équitablement aux frais supplémentaires. Les conduites jusqu'à un diamètre de 125 mm ne sont pas subventionnables (demeurent réservées les prescriptions de l'ECA).

2) Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter que les hydrants soient placés sur leur bien-fonds sans indemnité. Dans la mesure du possible, la commune tiendra compte du désir du propriétaire foncier quant à l'emplacement de l'hydrant.

Utilisation - entretien

Article 38

1) Tout prélèvement d'eau des hydrants est interdit, le cas d'incendie ainsi que les cas indiqués à l'art. 11, 2e al. exceptés.

2) Le service des eaux assume le contrôle, l'entretien et les réparations des hydrants.

3) Le service des eaux et le service du feu surveillent également la commande permettant le déclenchement des réserves d'incendie.

4) En cas d'incendie, la réserve d'eau est tout entière à disposition du service du feu. En pareille circonstance, les consommateurs réduiront leurs prélèvements d'eau au strict minimum.

5) Les réserves d'incendie des réservoirs doivent être constamment remplies. Leur mise à contribution est de la seule compétence du commandant du SIS.

6) Les hydrants et les vannes doivent être préservés d'un endommagement et doivent être accessibles en tous temps; ils ne doivent pas être recouverts de matériel, véhicules etc...

Branchements d'immeubles - établissement, frais

Article 39

1) La commune détermine l'endroit et le genre du branchement d'immeuble en tenant compte, dans la mesure du possible, des désirs du propriétaire foncier. Le branchement d'immeuble sera obligatoirement équipé d'une vanne.

2) Les frais du branchement d'immeuble, té et vanne de fermeture y compris, mais sans le compteur d'eau, sont à la charge du propriétaire foncier.

Propriété - entretien

Article 40

1) Après leur établissement, les branchements d'immeubles deviennent gratuitement la propriété de la commune qui en assume l'entretien, excepté

les cas tombant sous le coup d'une convention particulière. La propriété de la commune s'étend jusqu'au compteur d'eau.

2) En cas de besoin, le propriétaire prend lui-même les mesures voulues en vue du droit de conduite de son raccordement privé. Ces contrats de servitudes sont établis et inscrits aux frais du propriétaire-requérant.

3) Toute anomalie sur la conduite de raccordement telle que fuite, rupture, tassement, doit immédiatement être signalée au Service des eaux.

Exécution

Article 41

1) Le propriétaire foncier ne peut faire installer un branchement d'immeuble que par les organes du service des eaux, par un installateur ou un homme qualifié, en possession d'une autorisation.

2) Avant le remblayage de la tranchée, les conduites de raccordement seront soumises à un essai de pression sous la surveillance des organes du service des eaux. La responsabilité de l'installateur vis à vis des tiers et du distributeur d'eau n'est pas dégagée par les contrôles de ce dernier.

Prescriptions techniques

Article 42

1) Les branchements d'immeubles seront posés de manière à être à l'abri du gel.

2) Ils doivent présenter une capacité de résistance mécanique et chimique suffisante par eux-mêmes ou par rapport à la nature du terrain et au matériel d'enrobage du branchement.

En principe le branchement est en fonte ou en PE. Dans le cas où celui-ci est en PE, une bande de détectage métallique est obligatoire sur le branchement. Le branchement sera aménagé dans un tube de protection qui permettra le cas échéant le remplacement du branchement de l'immeuble.

3) Le dimensionnement des branchements doit être calculé en fonction des valeurs de raccordement de la propriété. Le service des eaux renseignera les requérants.

4) Dans la règle, on n'établira qu'une seule conduite de raccordement par bien-fonds.

5) Chaque branchement d'immeuble sera muni, du côté de la conduite principale ou de la conduite de distribution, d'une vanne de fermeture installée aux frais du propriétaire foncier.

Droits de conduite

Article 43

Pour l'acquisition de droits de conduite, on appliquera les prescriptions de l'art. 32 par analogie.

**Compteur d'eau -
établissement,
frais, propriété,
entretien**

Article 44

- 1) La fourniture et la facturation de l'eau se font selon la quantité utilisée. Celle-ci est fixée par un compteur d'eau.
- 2) Dans la mesure du possible, on n'installera qu'un seul compteur d'eau par immeuble. Il est loisible d'installer des compteurs d'eau séparés qui mesureront l'eau non évacuée vers les canalisations d'eaux usées (étables, horticultures) ou l'eau dont l'utilisation produit des eaux usées qui doivent être soumises à un traitement particulier.
- 3) Le compteur d'eau principal est mis à disposition par la commune et installé aux frais du propriétaire foncier. Il reste la propriété de la commune et est entretenu par elle. Les compteurs secondaires sont installés aux frais des propriétaires et sont entretenus par eux. Ils restent leur propriété.
- 4) La commune perçoit une taxe de location, selon la capacité du compteur. Cette taxe est fixée dans le tarif des eaux et est réexaminée par le Conseil général annuellement dans le cadre du budget communal.
- 5) Le relevé réglementaire de la consommation d'eau est effectué par une déclaration des abonnés. La commune effectue un contrôle par sondage du 20 % des compteurs chaque année ou en cas de différence importante de la consommation
- 6) En cas de changement de propriétaire, le nouvel abonné avisera la Commune qui effectuera un relevé du compteur.

Endroit

Article 45

- 1) L'endroit du compteur d'eau est déterminé par les organes du service des eaux qui tiendra compte des besoins du propriétaire foncier. Dans la règle, le compteur sera placé immédiatement après la vanne principale. Le consommateur mettra à disposition gratuitement la place nécessaire à l'installation du compteur. Le compteur d'eau doit être installé à l'abri du gel à l'intérieur du bâtiment et doit être accessible en tout temps par les préposés au service d'entretien et par le préposé au relevé des compteurs.
- 2) Lors de transformations, les compteurs posés à l'extérieur du bâtiment doivent être supprimés pour répondre aux prescriptions de l'article 45 alinéa

**Responsabilité
en cas de
détérioration**

Article 46

- 1) Le consommateur d'eau n'est pas autorisé à modifier ou à faire modifier son compteur d'eau.
- 2) Il répond de tout dommage causé au compteur d'eau par suite de gel, de coups, de pression ou par d'autres causes analogues.

**Révisions,
dérangements**

Article 47

- 1) La commune révisé ou remplace les compteurs d'eau périodiquement à ses frais.
- 2) Le consommateur peut en tout temps exiger un examen du compteur d'eau. Si une défectuosité est constatée, la commune prend les frais

d'examen et de réparation à sa charge. Au cas contraire, les frais d'examen seront supportés par le consommateur.

3) Si les données fournies par le compteur sont incorrectes, on calculera la taxe d'eau à payer d'après la consommation moyenne des trois années précédentes. Est considérée comme donnée incorrecte celle qui s'écarte de +/- 5 % à 10 % de la charge nominale.

4) Tout dérangement du compteur d'eau doit être annoncé immédiatement au secrétariat communal.

5) Lors du relevé réglementaire, en cas de différence suspecte, le Service des eaux ordonne des lectures supplémentaires.

**Installations
domestiques -
établissement,
frais
Exécution**

Article 48

Il appartient au consommateur d'établir et d'entretenir à ses frais les installations domestiques.

Article 49

1) Tous les travaux doivent être annoncés à la commune. Ceux-ci seront contrôlés par le service des eaux, aux frais du propriétaire.

2) Les travaux qui relèvent du simple entretien ne sont pas subordonnés à l'octroi d'une autorisation.

**Prescriptions
techniques**

Article 50

1) Les prescriptions de la SSIGE sont déterminantes pour l'établissement de projets et pour l'aménagement des installations domestiques.

2) Les installations domestiques, en particulier les installations pour le traitement individuel de l'eau telles que, par exemple, les installations d'adoucissement, doivent être aménagées de manière telle que tout retour de l'eau dans le réseau public soit exclu.

3) Chaque installation sera munie d'un réducteur de pression.

**Installations de
traitement
individuelles**

Article 51

Seules peuvent être posées des installations de traitement individuelles qui ne portent pas préjudice à la qualité de l'eau.

Réception

Article 52

1) Toute installation domestique doit, avant d'être mise en service, être réceptionnée par les organes du service des eaux. Ceux-ci peuvent soumettre les installations à un essai de pression.

2) Par la réception, la commune n'assume aucune garantie pour les travaux exécutés ni pour les appareils installés. Les installateurs et les fournisseurs ne sont pas déliés de leurs responsabilités.

3) Les usagers qui utilisent de l'eau pour les animaux, notamment dans les aquariums, viviers et autres, aménagent eux-mêmes les installations nécessaires à la protection des animaux. Le Service des eaux décline toute responsabilité pour les dommages dont les animaux seraient victimes du fait de la fourniture de l'eau.

Installations défectueuses

Article 53

Lorsque des installations domestiques ont été établies de manière non conforme aux prescriptions ou lorsqu'elles ont été mal entretenues, le consommateur d'eau a l'obligation, sur demande écrite de la commune, de faire réparer les défauts dans les délais fixés. S'il néglige de le faire, la commune peut faire supprimer les déféctuosités aux frais du consommateur.

Droit de contrôle

Article 54

Les organes du service des eaux exercent le contrôle sur toutes les installations domestiques. A cette fin, on leur accordera l'accès à toutes les installations

D) REDEVANCES

Financement des installations d'alimentation d'eau

Article 55

1) Le financement des installations publiques d'alimentation en eau incombe à la commune. Le Service des eaux doit s'autofinancer. A cette fin, elle dispose des moyens suivants :

- émoluments uniques et périodiques versés par les usagers de l'installation sur la base d'un tarif défini annuellement lors de l'approbation du budget communal;
- prestations de l'Etat et de la Confédération,
- autres contributions de tiers,
- propres prestations de la Commune.

2) Les frais d'établissement des conduites de branchement et des installations domestiques sont à la charge des usagers. Ce principe n'est pas valable pour l'adaptation de conduites de raccordement existantes lorsque la conduite publique est supprimée ou placée à un autre endroit.

3) Dans les zones de maisons de vacances, la commune, en dérogation aux prescriptions ci-après, a l'obligation de faire supporter tous les frais de l'alimentation en eau par les propriétaires fonciers (art. 29-54 et 84 ss LCAT). Il lui est cependant loisible d'accorder des contributions particulières dans les cas de rigueur.

Base pour le calcul des émoluments

Article 56

1) Pour le calcul des émoluments uniques et périodiques fixés dans le cadre du budget, on tiendra compte, au sens de l'art. 106 LUE, des prestations particulières de la commune et d'autres sources, puis on s'assurera que le produit des émoluments perçus couvre au moins les frais d'exploitation et

d'entretien des installations d'alimentation en eau et permette d'assurer le service des intérêts et de l'amortissement du capital engagé, de même que la création d'un fonds de renouvellement.

2) Le délai d'amortissement du capital est de 50 ans au plus.

3) En cas de démolition ou de transformation d'un bâtiment les émoluments payés ne sont pas restitués. Le nouveau bâtiment sera soumis aux tarifs et conditions du présent règlement.

4) Pour préfinancer de nouvelles conduites et installations, la commune peut astreindre les propriétaires fonciers à verser des contributions anticipées. Ces paiements seront imputés sur les émoluments uniques facturés au moment du raccordement d'eau.

Exigibilité

Article 57

L'émolument unique de conduite est exigible au moment du raccordement d'eau. L'art. 59.5. est applicable par analogie en cas de non-paiement après exercice du droit de gage légal.

Droit de gage

Article 58

1) Le propriétaire du bien-fonds ou le bénéficiaire du droit de superficie sont débiteurs et responsables du paiement de l'émolument.

2) Pour garantir la couverture des émoluments qui lui sont dus, la commune est au bénéfice d'une hypothèque légale grevant l'immeuble raccordé selon art. 88 LiCCS.

Tarif de la fourniture de l'eau

Article 59

1) L'eau est fournie selon un tarif au m³ fixé annuellement dans le cadre du budget communal. Les prélèvements provisoires (chantiers, manifestations, etc.) peuvent faire l'objet d'un barème forfaitaire fixé annuellement dans le budget communal. Selon le même principe, les piscines peuvent être taxées annuellement par m³ de capacité.

Ces tarifs sont fixés de telle sorte que les recettes de l'alimentation en eau puissent au moins couvrir les dépenses d'exploitation, d'entretien, du service des intérêts et de l'amortissement du capital investi.

2) La commune prélève gratuitement l'eau dont elle a besoin.

3) Il n'est livré de l'eau aux abonnés que contre paiement du prix fixé dans les tarifs budgétaires.

4) Le propriétaire du fonds ou le détenteur du droit de superficie est seul débiteur et responsable du paiement de la facture d'eau.

5) La facture d'eau est exigible dans un délai de 30 jours dès sa réception. Après ce délai, un intérêt moratoire est calculé au même taux que l'intérêt de la Banque Cantonale du Jura pour l'hypothèque du 1er rang. Après un rappel avec nouveau délai de 10 jours signifié par écrit, la procédure de poursuite sera introduite. Le Conseil communal décidera de

couper l'eau à l'abonné en cas de saisie infructueuse.
L'eau nécessaire à l'existence ne peut pas être refusée.

E) ADMINISTRATION

Service des eaux	<p>Article 60</p> <p>Le service des eaux est placé sous la haute surveillance du Conseil communal. Celui-ci délègue la direction technique et administrative du service des eaux à une commission spéciale (commission des eaux). En cas de besoin, le Conseil communal pourra faire appel à des hommes du métier pour résoudre des problèmes spéciaux.</p>
Commission des eaux	<p>Article 61</p> <p>1) Le nombre des membres de la commission des eaux est fixé par le règlement communal d'organisation et d'administration.</p> <p>2) Les tâches et les compétences de la commission des eaux sont fixées dans un cahier des charges édicté par le Conseil communal.</p> <p>3) Les problèmes relatifs à la qualité de l'eau sont traités par la commission des eaux d'entente avec le SEF.</p> <p>4) Pour les problèmes de la défense contre le feu, on s'assurera le concours d'un membre du SIS domicilié au village.</p>
Fontainier	<p>Article 62</p> <p>1) Pour exercer la surveillance des installations d'alimentation en eau, le Conseil communal, sur proposition de la commission des eaux, nomme un fontainier.</p> <p>2) Les compteurs d'eau sont relevés une fois par an.</p>
Collection de plans	<p>Article 63</p> <p>Le Conseil communal établira une collection complète des plans de toutes les installations publiques appartenant au service des eaux. Les plans doivent être l'image de l'exacte réalité et ils seront tenus régulièrement à jour.</p>
Autorisations d'installation, prescriptions d'installation	<p>Article 64</p> <p>1) L'exécution de conduites de distribution et de branchement d'immeuble ainsi que les réparations qui leur sont apportées sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Conseil communal.</p> <p>2) Cette autorisation sera accordée si le requérant (propriétaire, gérant) - dispose, dans la commune ou dans ses environs, selon la pratique du Tribunal fédéral, dans la règle 20 - 30 km (DTF 94 I 28), d'un atelier équipé</p>

de manière telle qu'une exécution faite selon les règles de l'art soit garantie pour toutes les conduites et installations.

- dispose d'un service de réparation et d'un service de piquet.

- 3) Le Conseil communal peut édicter des prescriptions complémentaires en tout ce qui touche aux autorisations d'installations, en particulier, un tarif pour les autorisations et les cautions. Le tarif doit être soumis au Service des Communes pour approbation.

F) DISPOSITIONS PENALES ET FINALES

Infractions au règlement concernant l'alimentation en eau

Article 65

1) Les infractions au règlement concernant l'alimentation en eau ainsi qu'aux décisions prises en vertu de celui-ci sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à Fr. 5000.-. Les infractions aux prescriptions d'exécution édictées par le Conseil communal sont passibles d'amendes allant jusqu'à Fr. 300.-. Le décret du 6.12.1978 concernant le pouvoir répressif des communes est applicable. (RSJU 325.1)

2) L'application des prescriptions pénales cantonales et fédérales reste réservée.

Décision en cas de contestation

Article 66

1) Les décisions des organes du service des eaux peuvent faire l'objet d'une opposition écrite au Conseil communal dans les trente jours à dater de la décision.

2) Pour le reste, les contestations relatives aux obligations découlant du présent règlement seront jugées par les autorités de justice administrative, conformément à la loi du 30.11.1978 de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle (RSJU 175.1).

Entrée en vigueur et adaptation

Article 67

1) Le présent règlement entre en vigueur au : 1er janvier 2007

2) Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, en particulier le règlement du service des eaux du 14.01.1980.

3) Le Conseil communal fixe le délai dans lequel et dans quelle proportion, les installations existantes doivent être adaptées au présent règlement.

Ainsi débattu et accepté par le Conseil général des Bois le.....

AU NOM DU CONSEIL GENERAL DES BOIS

Le Président

Le Secrétaire

Gilles Cattin

Claude Gagnebin

CERTIFICAT DE DEPOT

Le secrétaire communal soussigné certifie que le règlement concernant l'alimentation en eau a été publié le xx.xx.xxxx avec indication des possibilités de faire opposition et qu'il a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après le Conseil général au cours duquel il a été accepté. (RSJU 190.11. art. 10)

Il n'a fait l'objet d'aucune opposition dans le délai de 30 jours après son adoption par le Conseil général. (RSJU 190.11 art. 58)

Les Bois, le XX.XX.XXXX

Le secrétaire communal : C. Gagnebin

Commune de « Les Bois »

TARIF DE L'EAU

- Le Conseil général de « Les Bois, vu l'art. 56 et ss du règlement concernant l'alimentation en eau de la commune municipale de « Les Bois », édicte le tarif suivant :

Taxes de raccordement

A l'intérieur du PGAE	<u>Article 1^{er}</u> Pour chaque bâtiment situé dans le secteur du PGAE et qui est équipé en matière d'alimentation en eau potable, une taxe de raccordement sera perçue par le service des eaux. Celle-ci est composée :
a) Immeubles locatifs, maisons familiales commerces & hôtellerie	<ul style="list-style-type: none">- d'une taxe de base de Fr. 900.- à Fr. 1'600.- par raccordement et- d'une taxe de 8 ‰ de la valeur officielle de l'immeuble
b) Entreprises industrielles	<u>Article 2</u> Pour les entreprises situées dans le secteur du PGAE, une taxe de raccordement sera perçue par le service des eaux. Celle-ci est composée : <ul style="list-style-type: none">- d'une taxe de base de Fr. 900.- à Fr. 1'600.- par raccordement et- d'une taxe de Fr. 4.-/m² de surface utile.
A l'extérieur du PGAE	<u>Article 3</u> Pour les entreprises du secteur primaire situées dans le reste du territoire et dont l'affectation est conforme à la zone et pour les anciens immeubles affectés à l'habitat permanent, une taxe de raccordement sera perçue par le service des eaux. Celle-ci sera identique à celle mentionnée à l'article 1 ^{er} du présent tarif.
a) Fermes et habitat permanent, commerce & hôtellerie	
b) Entreprises industrielles	<u>Article 4</u> Pour autant que leur implantation puisse être justifiée dans le reste du territoire, une taxe de raccordement sera perçue par le service des eaux. Celle-ci est identique à celle mentionnée à l'article 2 du présent tarif.
c) Maisons de vacances	<u>Article 5</u> Les propriétaires de ces immeubles ont l'obligation de supporter l'ensemble des frais relatifs à l'alimentation en eau de leur immeuble. La taxe de raccordement fixée à l'art 1 ^{er} sera également perçue.
d) Abreuvoirs de pâturage	<u>Article 6</u> Une taxe de Fr. 160.- à Fr. 320.- sera perçue pour le raccordement de chaque abreuvoir.

Renchérisssement Article 7

L'émolument de base est fixé sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation selon la table de 2005, valeur 100 au 31.12.2005. Chaque fois que l'indice suisse des prix à la consommation augmentera de 5 points, le Conseil général décidera, dans le cadre de l'adoption du budget, de l'adaptation proportionnelle de l'émolument de base.

VARIANTE I

Emolument annuel

Location de compteurs Article 8

Une location annuelle sera perçue pour chaque compteur installé par la commune. Celle-ci est de Fr. 2.-/an par m³ de capacité nominale de chaque compteur.

Emolument de consommation Article 9

Pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux, on calculera une consommation minimale de 60 m³.

a) émoluments de base

b) émoluments de consommation Article 10

Le prix du m³ d'eau est fixé par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget conformément à l'art. 59 alinéa 1 du règlement concernant l'alimentation en eau.

Le prix du m³ d'eau est fixé dans une fourchette de :

Fr. 2.- à Fr. 4.- m³.

VARIANTE II

Emolument annuel

Article 8
(supprimé)

Emolument de consommation Article 9
a) émoluments de base

Un émolument annuel de base sera perçu en fonction du nombre de logement par immeuble selon un barème adopté par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

En fonction du nombre de logement, l'émolument annuel de base est dégressif.

Pour les entreprises industrielles ou artisanales, l'émolument annuel de base sera perçu en fonction de la consommation d'eau de l'année précédente, selon un barème adopté par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget.

En fonction de la consommation d'eau, l'émolument annuel de base pour les entreprises est dégressif.

Pour les immeubles de type artisanal, comprenant aussi bien un ou plusieurs logements et une entreprise, on déduira l'équivalent d'un logement de la taxe de base.

- b) émolument de consommation Article 10
Le prix du m³ d'eau est fixé par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget conformément à l'art. 59 alinéa 1 du règlement concernant l'alimentation en eau.
Le prix du m³ d'eau est fixé dans une fourchette de :

Fr. 1.50.- à Fr. 3.- m³.

- c) émolument forfaitaire de consommation Article 11
Pour les immeubles raccordés qui n'auraient pas de compteurs, une consommation forfaitaire de 60 m³ par personne et par année sera facturée.

- d) prélèvement provisoire Article 12
L'eau fournie à titre provisoire sera facturée en tenant compte d'une quantité de 50 m³.

VARIANTE I

- Renchérissment Article 13
L'émolument de base relatif à la location du compteur ainsi que l'émolument de consommation est fixé sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation selon la table de 2005, valeur 100 au 31.12.2005. Chaque fois que l'indice suisse des prix à la consommation augmentera de 5 points, le Conseil général décidera, dans le cadre de l'adoption du budget, de l'adaptation proportionnelle de ces émoluments.

VARIANTE II

- Renchérissment Article 13
L'émolument annuel de base ainsi que l'émolument de consommation est fixé sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation selon la table de 2005, valeur 100 au 31.12.2005. Chaque fois que l'indice suisse des prix à la consommation augmentera de 5 points, le Conseil général décidera, dans le cadre de l'adoption du budget, de l'adaptation proportionnelle de ces émoluments.

Emolument de concession

Article 14

Un émolument de Fr. 100.- sera perçu auprès des entreprises concessionnaires mentionnées à l'art. 65 du règlement concernant l'alimentation en eau pour l'octroi de la concession.

commune municipale 2336 Les Bois (JU)

projet de construction d'une nouvelle halle de gymnastique
coût estimatif de l'opération (+ 20%)

CLASSIFICATION DES COUTS SELON LE CODE DES FRAIS DE CONSTRUCTIONS (CFC)

REMARQUES PRELIMINAIRES

Le présent document constitue une base de travail pour la calculation du coût estimatif de la nouvelle halle. Il ne prend pas seulement en considération uniquement le coût de l'ouvrage au sens du CFC 2 mais inclut également le Maître de l'Ouvrage à intégrer dans la même foulée tous les autres frais en relation avec ladite construction, depuis l'acquisition du terrain jusqu'à l'équipement de la salle. A ce titre, le Code des Frais de Construction (CFC) constitue la structure de base traitant de la globalité des paramètres à prendre en considération lors de tout projet de construction ou de transformation, depuis les premières réflexions jusqu'à la réalisation d'éventuels travaux de garantie durant les deux années suivant l'achèvement des travaux. Cette approche nous paraît incontournable afin d'avoir une vision globale de l'opération. Cela dit, Le coût estimatif articulé ci après définit un ordre d'idée quant à l'investissement global à prévoir, il ne remplace pas un devis général estimatif établi sur la base d'un avant-projet d'architecte. Ladite étape pourra être franchie lorsque le choix de l'architecte via le concours sera effectué et que le mandat en question sera octroyé.

CFC	DESCRIPTIF DES TRAVAUX / PRESTATIONS	MONTANTS		REMARQUES
0	TERRAIN			
00	<i>Ce groupe principal comprend tous les frais nécessaires à l'acquisition d'un terrain ou d'un droit de superficie ainsi que les frais occasionnés par des études préliminaires nécessaires aux décisions en matière d'acquisition. Afin de permettre la comparaison entre terrains viabilisés ou non, il est nécessaire d'inclure dans ce groupe les frais de raccordement jusqu'à la limite du terrain.</i> Etudes préliminaires <i>Etudes préliminaires (y compris honoraires) nécessaires aux décisions concernant l'acquisition du terrain ou du droit de</i>		2'000.00	
001	Etudes destinées à l'appréciation du terrain	CHF		
002	Arpentage, bornage	CHF		
003	Expertises géotechniques (sondages)	CHF	2'000.00	A exécuter par entreprise locale
004	Frais d'établissement plan quartier et plan directeur	CHF		A définir avec les instances communales
01	Acquisition du terrain ou du droit de superficie <i>Ce groupe comprend les frais relatifs à l'acquisition du terrain par achat, échange, héritage, l'acquisition du droit de superficie ainsi que l'acquisition des immeubles qui peuvent être imputés à l'actif</i>		117'500.00	
011	Acquisition du terrain en pleine propriété	CHF	117'500.00	2350,00m2 à CHF 50.-/m2 (SE le 02.05.07)
012	Variante : droit de superficie (servitude)	CHF		N'entre pas en considération
02	Frais accessoires pour acquisition du terrain		5'300.00	
021	Droits de mutation	CHF	3'500.00	
022	Frais de notaire	CHF	1'000.00	
023	Inscription au registre foncier	CHF	800.00	
024	Frais d'avocat	CHF	0.00	
03	Indemnités, servitudes, participations		1'000.00	
031	Indemnité de locataires et de fermiers	CHF	0.00	Néant
032	Dédommagements	CHF	0.00	Néant
033	Constitution de servitudes	CHF	1'000.00	En faveur de La Goule
034	Radiation de servitudes	CHF	0.00	
04	Financement avant le début des travaux <i>Impôts, intérêts et autres frais de financement pendant la période entre l'acquisition du terrain et le début des travaux</i>		6'000.00	
041	Constitution d'hypothèques sur le terrain	CHF	1'000.00	
042	Intérêts hypothécaires	CHF	5'000.00	
043	Variante : intérêts sur le droit de superficie	CHF		N'entre pas en considération
044	Intérêts bancaires	CHF	0.00	

05	Conduites de raccordement aux réseaux (hors parcelle) <i>Frais pour l'installation de conduites jusqu'à la limite du terrain, y compris frais de raccordement. (Taxes de raccordement cf. 512)</i>		85'000.00	
051	Terrassements	CHF	50'000.00	A deviser précisément selon le positionnement des conduites
052	Canalisations (raccordement au réseau)	CHF	10'000.00	A deviser précisément selon le positionnement des conduites
053	Electricité (raccordement au réseau)	CHF	10'000.00	Plan transmis le 02.05.07 par SE
054	Chauffage, ventilation (raccordement au réseau)	CHF	0.00	Raccordement éventuel sur chaudière existante ancienne salle
055	Eau (raccordement au réseau)	CHF	10'000.00	A deviser précisément selon le positionnement des conduites
056	Swisscom & Téléseu	CHF	5'000.00	A deviser précisément selon le positionnement des conduites
06	Voies d'accès (hors de la parcelle) <i>Frais pour l'aménagement de voies d'accès jusqu'à la limite du terrain, y compris frais de raccordement au réseau public</i>		20'000.00	
061	Routes	CHF	20'000.00	
09	Honoraires		5'000.00	
096	Spécialistes			
.0	Géomètre	CHF	3'000.00	Relève topographique, plan d'implantation, position gabarits
.1	Géologue, géotechnicien	CHF	2'000.00	
	TOTAL CFC 0 TERRAIN	CHF	241'800.00	
2	BATIMENT			
	Les frais afférents au bâtiment comprennent toutes les prestations pour des travaux de construction destinés à rendre le bâtiment utilisable durablement par ses occupants. Il s'agit de travaux servant à construire les espaces appropriés (excavation usuelle, gros oeuvre, aménagements intérieurs) et à créer les conditions de confort nécessaires en matière d'hygiène, d'éclairage, de conditionnement d'air, et de circulation (les installations appropriées au type de bâtiment considéré). Les prestations d'architecte et d'ingénieur civil sont aussi incluses dans le présent chapitre.			
	Le montant estimatif du coût du bâtiment est défini sur la base d'une estimation de son volume SIA, ainsi que d'un prix moyen (hors TVA) au m3 correspondant à ce type d'ouvrage. Le listing des locaux à prévoir a préalablement été transmis par M. A. Chapatte à B. Evard. Cela-dit, dans le cadre d'une poursuite de la démarche en vue de la réalisation de ce projet, un programme complet sera établi par le Maître de l'ouvrage ou son mandataire afin de déterminer précisément les besoins et orientations spécifiques.			
	Dans le cadre de l'estimation du coût des travaux, le programme suivant des locaux a été pris en considération : Bâtiment sur un seul niveau comprenant : - salle de gymnastique (dim. 16.0 x 28.0m) - local engins (pour intérieur, extérieur et sociétaires) - sas d'entrée (ajout B. Evard) - vestiaires avec douches (hommes, femmes, maîtres) - local technique - local conciergerie - circulations			
	TOTAL CFC 2 BATIMENT	CHF	2'706'800.00	TVA 7.6% incluse

4		AMENAGEMENTS EXTERIEURS			
		<p>Ce groupe principal comprend non seulement l'aménagement des abords du bâtiment, tel que le jardinage, mais aussi les terrassements, les ouvrages de gros œuvre et de second œuvre et les installations exécutées à l'extérieur du bâtiment mais dans les limites de la parcelle. Il en est de même des conduites d'adduction, canalisations et voies de circulation (chaussées, places, etc.)</p> <p>Dans le cas présent, étant donné l'absence d'information en relation avec ces travaux, un prix moyen d'environ CHF 100.-/m2 a été pris en considération sur la surface de la parcelle déduction faite du futur bâtiment.</p>			
		TOTAL CFC 4 AMENAGEMENTS EXTERIEURS	CHF	161'400.00	TVA 7,6% incluse
5		FRAIS SECONDAIRES			
		<p>Ce groupe principal comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les frais secondaires (frais qui ne sont pas directement liés à des travaux de construction) - les comptes d'attente pour provisions et réserves - les comptes d'attente pour honoraires 			
50		Frais de concours		98'500.00	
501		Concours d'architectes (mandats d'études parallèles)	CHF	98'500.00	Globalité des prestations, y.c. défierement experts, préparation de la procédure et prix.
51		Autorisations, taxes		73'000.00	
511		Autorisations, gabarits, taxes	CHF	10'000.00	
512		Taxes de raccordement			
	.0	Canalisations	CHF	35'500.00	12 000 de la valeur officielle + incendie (+TVA)
	.1	Electricité	CHF	3'300.00	
	.2	Télécommunication	CHF	0.00	Besoins précis à définir
	.4	Eau	CHF	24'200.00	8 000 de la valeur officielle + taxe de base de 500.- (+TVA)
	.5	Taxe de dispense d'abri	CHF	0.00	Dans le cas présent, aucune taxe de remplacement n'est exigée
52		Echantillons, maquettes, reproductions, documents		37'200.00	
521		Echantillons, essais de matériaux	CHF	3'000.00	
522		Maquettes	CHF	10'000.00	
523		Photos	CHF	500.00	
524		Reproduction de documents, tirages, héliographies	CHF	21'500.00	
525		Documents promotionnels, plaquettes	CHF	2'200.00	
53		Assurances		17'000.00	
531		Assurances pour travaux en cours	CHF	1'500.00	1800.- immise
532		RC Maître d'ouvrage	CHF	4'500.00	
534		Assurance ECA provisoire	CHF	11'000.00	
54		Financement à partir du début des travaux		65'000.00	
542		Intérêts sur crédit de construction, frais bancaires	CHF	65'000.00	Taux d'intérêt : entre 3,5 & 4%
543		Variante : intérêts sur droit de superficie	CHF		N entre pas en considération
545		divers	CHF		
56		Autres frais secondaires		7'500.00	
566		Pose de la première pierre, bouquet, inauguration	CHF	7'500.00	
569		Divers	CHF		
57		Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)		0.00	

571	Terrain	CHF	0.00	Inclus dans le CFC respectif
573	Bâtiment	CHF	0.00	Inclus dans le CFC respectif
575	Amenagements extérieurs	CHF	0.00	Inclus dans le CFC respectif
576	Frais secondaires et compte d'attente	CHF	0.00	Inclus dans le CFC respectif
579	Ameublement & décoration	CHF	0.00	Inclus dans le CFC respectif
58	Comptes d'attente pour provisions et réserves		180'000.00	
582	Réserves pour renchérissement	CHF	30'000.00	
583	Réserves pour imprévus	CHF	150'000.00	
589	Divers	CHF		
59	Comptes d'attente pour honoraires		84'400.00	
594	Ingénieurs CVSE	CHF	65'000.00	
596	Spécialistes			
	.3 Ingénieur en physique du bâtiment	CHF	10'800.00	
	.4 Ingénieur en acoustique	CHF	8'600.00	
599	Divers	CHF		
	TOTAL CFC 5 FRAIS SECONDAIRES	CHF	562'600.00	TVA 7,6% incluse
9	AMEUBLEMENT ET DECORATION			
90	Mobilier		158'200.00	
901	Equipements de vestiaires	CHF	18'200.00	
902	Equipements de sport			
	.3 Equipements salle de gymnastique	CHF	150'000.00	
	TOTAL CFC 9 AMEUBLEMENT & DECORATION	CHF	166'200.00	TVA 7,6% incluse

	RECAPITULATION :			
CFC 0	TERRAIN	CHF	241'800.00	
CFC 2	BATIMENT	CHF	2'706'800.00	
CFC 4	AMENAGEMENTS EXTERIEURS	CHF	161'400.00	
CFC 5	FRAIS SECONDAIRES	CHF	562'600.00	
CFC 9	AMEUBLEMENT & DECORATION	CHF	166'200.00	
	ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION TTC	CHF	3'838'800.00	Marge d'approximation : + - 20%